

DIAGNOSTIC DÉPARTEMENTAL POUR LA LUTTE  
CONTRE LA PROSTITUTION, LE PROXÉNÉTISME ET LA  
TRAITE DES ÊTRES HUMAINS AUX FINS  
D'EXPLOITATION SEXUELLE

Restitution des résultats et préconisations  
pour le Lot-et-Garonne



**SOMMAIRE**

<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>1</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>3</b>
<b>I- MÉTHODOLOGIE ET CONDUITE DU DIAGNOSTIC</b> .....	<b>6</b>
<b>A. Le diagnostic partagé avec les acteurs du territoire</b> .....	<b>6</b>
1. Identification et mobilisation des partenaires.....	6
2. Le questionnaire en ligne.....	7
3. Les entretiens.....	8
4. Les acteurs du territoire ayant contribué au diagnostic.....	8
5. Des données à prendre avec précaution.....	9
<b>B. Le diagnostic Internet</b> .....	<b>10</b>
1. Comptabilisation des annonces et échantillonnage.....	10
2. Autres éléments issus du diagnostic Internet.....	11
<b>II- LA PROSTITUTION EN LOT-ET-GARONNE : PREMIERES BASES POUR UNE QUANTIFICATION</b> .....	<b>13</b>
<b>A. Nombre de personnes identifiées par les professionnel.les interrogé.es</b> .....	<b>13</b>
<b>B. Nombre d’annonces Internet et estimation du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet</b> .....	<b>14</b>
<b>III- LES PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION EN LOT-ET-GARONNE : PROFILS ET PARCOURS DE VIE</b> .....	<b>18</b>
<b>A. Une majorité de femmes</b> .....	<b>18</b>
<b>B. Un nombre significatif de personnes jeunes, voire très jeunes</b> .....	<b>19</b>
<b>C. Presque autant de personnes étrangères que françaises</b> .....	<b>21</b>
<b>D. Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités</b> .....	<b>23</b>
<b>E. Des conditions de vie précaires</b> .....	<b>25</b>
<b>IV- LES FAITS DE PROSTITUTION : LIEUX ET FORMES IDENTIFIÉS, RECOURS À LA PROSTITUTION ET PROXÉNÉTISME</b> .....	<b>27</b>
<b>A. Zones géographiques de prostitution connues</b> .....	<b>27</b>
<b>B. Formes de prostitution identifiées</b> .....	<b>29</b>
1. La prostitution visible.....	30
2. La prostitution dans les appartements et maisons.....	30
3. Les autres formes de prostitution discrète.....	31
<b>C. Recours à la prostitution</b> .....	<b>32</b>
1. Les « clients » : une très grande majorité d’hommes.....	32
2. Modalités de prise de contact avec les personnes en situation de prostitution.....	33
<b>D. Proxénétisme et traite des êtres humains à des fins d’exploitation sexuelle</b> .....	<b>36</b>
1. Des faits de proxénétisme pas forcément bien identifiés.....	36
2. Des proxénètes majoritairement issus de l’entourage des victimes.....	37

3. Des faits de proxénétisme de plusieurs ordres .....37

**V- PISTES D’ACTION A DESTINATION DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LUTTE CONTRE LA PROSTITUTION, LE PROXÉNÉTISME ET LA TRAITE..... 39**

Axe 1 : Diagnostic, connaissance du phénomène .....	39
Axe 2 : Prévention.....	41
Axe 3 : Formation, sensibilisation .....	42
Axe 4 : Coordination, partenariat .....	44
Axe 5 : Aller-vers.....	44
Axe 6 : Accueil, accompagnement.....	45
Axe 7 : Lutte contre le proxénétisme et l’achat d’actes sexuels .....	47

**Synthèse des pistes d’action ..... 49**

**ANNEXES..... 50**

Annexe 1 : Les 6 points clés de la Loi du 13 avril 2016 .....	50
Annexe 2 : Revue de presse des articles parus entre 2019 et 2023 et traitant de prostitution en Lot-et-Garonne .....	51
Annexe 3 : Questionnaire en ligne à destination des professionnels.les lot-et-garonnais.es .....	52
Annexe 4 : Liste des structures rencontrées en entretien en Lot-et-Garonne .....	58
Annexe 5 : Proxénétisme : faisceau d’indices établi à partir de l’études d’annonces Internet de prostitution dans 4 départements d’Île-de-France.....	59

## **INTRODUCTION**

En 2021, la Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes (DDFE) de Lot-et-Garonne a mandaté l'Amicale du Nid pour conduire un diagnostic partagé de la prostitution dans le département. Ce document en présente les principaux résultats.

Les travaux de diagnostic s'inscrivent dans le cadre de la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées<sup>1</sup> (*les principales mesures de cette loi sont présentées en annexe 1*). L'application de cette loi se situe principalement à l'échelon départemental, avec la création de commissions départementales de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle (CDLP). Ces commissions sont présidées par les Préfet.es de département et rassemblent les représentant.es d'institutions publiques et des associations agréées<sup>2</sup>. Elles ont deux missions : définir la stratégie de lutte contre le système prostitutionnel à l'échelle du département et étudier les demandes d'entrée dans des parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle (PSP).

En Lot-et-Garonne, la commission départementale a été installée en 2018. Depuis 2021, l'association CILIOHPAJ est agréée pour porter les PSP. Au moment où nous l'avons rencontrée, en octobre 2022, cinq personnes avaient pu bénéficier du dispositif. Aucune donnée agrégée n'existait cependant concernant le phénomène prostitutionnel en Lot-et-Garonne. Le diagnostic territorial conduit par l'Amicale du Nid est un premier pas en ce sens. L'étude a été réalisée entre avril et décembre 2022, en collaboration avec la DDFE. Une première restitution des résultats a eu lieu auprès des membres de la CDLP le 24 mai 2023.

Le diagnostic avait trois objectifs principaux :

- Recueillir des données sur les situations de prostitution probables ou avérées repérées par les professionnel.les de terrain ;
- Faire remonter les ressources, les besoins, les attentes, de ces acteurs ;
- Proposer des pistes d'action à la CDLP.

Pour répondre à ces objectifs, la méthodologie suivante a été proposée :

- Présentation de la démarche de diagnostic à la CLDP ;
- Recueil de données auprès des acteurs du territoire par un questionnaire en ligne et des entretiens semi-directifs ;

---

<sup>1</sup> Loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées

<sup>2</sup> La composition des commissions départementales de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains est fixée par le Décret n° 2016-1467 du 28 octobre 2016 relatif au parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle et à l'agrément des associations participant à son élaboration et à sa mise en œuvre.

- Etude quantitative et qualitative des annonces Internet d'offre de prostitution ;
- Restitution et plan d'action.

La collecte de données a donc été réalisée en deux grandes parties : un diagnostic partagé auprès de professionnel.les du département (avril à décembre 2022) et un diagnostic de la prostitution via Internet (juillet à octobre 2022), complétés par une revue de presse des articles concernant la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle en Lot-et-Garonne. Les données recueillies permettent d'envisager une première quantification, *a minima*, du phénomène prostitutionnel en Lot-et-Garonne. Elles apportent des informations concernant les personnes en situation de prostitution et leurs parcours de vie et font apparaître différents lieux et formes de prostitution sur le territoire. Elles font émerger quelques éléments d'analyse sur les autres acteurs du système prostitutionnel, « clients » et proxénètes, actifs dans le département. Enfin, elles permettent d'identifier les besoins des partenaires et les bonnes pratiques existantes, aboutissant à la formulation de 18 pistes d'action, réparties en 7 grands axes, à destination de la CDLP pour mieux lutter contre ce système et en accompagner les victimes.

#### **Précautions méthodologiques :**

→ Ce diagnostic met en lumière l'existence de la prostitution en Lot-et-Garonne, via le prisme d'acteurs de terrain et des annonces Internet. Il donne une idée de l'ampleur du phénomène et apporte des éléments d'analyse qualitatives.

Il ne s'agit pas d'une enquête sociologique de victimation menée auprès de la population.

Les données recueillies lors du diagnostic partagé sont le reflet de la vision des professionnel.les interrogé.es, de leur représentativité et de leur sensibilisation au sujet de la prostitution.

Les données du diagnostic Internet sont une photographie à un moment T.

## Prostitution : de quoi parle-t-on ?

→ La prostitution n'est pas définie en tant que telle dans la loi française. La définition que nous avons retenue pour ce diagnostic, et que nous avons présentée aux partenaires ayant contribué à l'étude, est celle de l'Amicale du Nid, construite à partir sur son expérience de plus de 70 ans dans l'accompagnement de personnes en situation de prostitution. Cette définition se rapproche de la définition du « recours à la prostitution » présente dans le code pénal<sup>3</sup>.



Extrait du guide de l'Amicale du Nid, « Prostitution, osons en parler – Points de repères à l'usage des professionnel.les »<sup>4</sup>

→ Nous employons par ailleurs l'expression de « système prostitutionnel », repris par la loi du 13 avril 2016. Cette notion renvoie à l'idée que :

- la prostitution s'inscrit dans un contexte sociétal marqué par des rapports inégalitaires (inégalités entre les femmes et les hommes, inégalités économiques, racisme, rapports internationaux inégalitaires) ;
- la prostitution est une interaction entre trois catégories d'acteurs : des « clients », des proxénètes et des personnes en situation de prostitution.

<sup>3</sup> Le code pénal définit le recours à la prostitution comme « le fait de solliciter, d'accepter ou d'obtenir des relations de nature sexuelle d'une personne qui se livre à la prostitution, y compris de façon occasionnelle, en échange d'une rémunération, d'une promesse de rémunération, de la fourniture d'un avantage en nature ou de la promesse d'un tel avantage. » (article 661-1)

<sup>4</sup> Amicale du Nid, *Prostitution. Osons en parler. Points de repères à l'usage des professionnel.les*, 2022. Le guide est disponible en version numérique sur le site de l'Amicale du Nid : <https://amicaledunid.org/ressources/prostitution-osons-en-parler-points-de-reperes-a-lusage-des-professionnel-les/>

## **I- MÉTHODOLOGIE ET CONDUITE DU DIAGNOSTIC**

Les données que nous présentons dans ce document ont été collectées via deux sources principales :

- Au près des professionnel.les susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution (avril à décembre 2022) ;
- Sur des sites Internet proposant des annonces d'offre de prostitution (juillet à octobre 2022).

Les éléments recueillis ont été complétés par une revue de presse des articles parus entre 2019 et 2023 et traitant de faits de prostitution, de proxénétisme et de traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle en Lot-et-Garonne. Celle-ci a été réalisée à partir d'une recherche Internet par mots-clés et d'une veille via Google Alerts (*la revue de presse est disponible en annexe 2*).

### **A. Le diagnostic partagé avec les acteurs du territoire**

Le diagnostic partagé a été réalisé au moyen d'entretiens semi-directifs et d'un questionnaire en ligne envoyé aux professionnel.les susceptibles de rencontrer des personnes concernées par la prostitution. La première étape a consisté à identifier ces partenaires, avec la déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité.

#### **I. Identification et mobilisation des partenaires**

Les échanges avec la DDFE ont débuté au mois de novembre 2021. Ils ont permis d'établir un calendrier et une liste de partenaires pour l'envoi du questionnaire. L'objectif n'était pas d'être statistiquement représentatif de la totalité des acteurs du Lot-et-Garonne mais bien d'assurer un nombre de contributions suffisant au diagnostic pour que les données recueillies soient exploitables.

Les structures ciblées étaient des institutions publiques et des associations intervenant dans les champs d'activité suivants :

- Accueil et accompagnement social, insertion sociale et professionnelle
- Hébergement, logement
- Santé
- Education, jeunesse, protection de l'enfance
- Sécurité publique
- Justice

Au cours de nos états des lieux précédents, nous avons pu observer que nous obtenions davantage de réponses lorsque la diffusion du questionnaire et les sollicitations d'entretiens étaient portées par des

institutions locales, pouvant introduire l'Amicale du Nid sur le territoire et relayer le projet auprès de leurs réseaux partenariaux. Le diagnostic en Lot-et-Garonne a par conséquent fait l'objet d'une présentation, en visio, lors de la réunion de la Commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle le 25 avril 2022. La diffusion du questionnaire a ensuite été accompagnée d'un courrier explicatif de la part de la Préfecture.

## 2. Le questionnaire en ligne

Le questionnaire en ligne a été envoyé par mail à partir du mois d'avril 2022. Des points réguliers ont été réalisés avec la DDFE par téléphone et par mail pour effectuer des relances ciblées en fonction des réponses déjà obtenues.

Auto-administré via Google Form, le questionnaire était constitué de deux parties :

I- Le repérage et l'identification des personnes en risque, ou en situation de prostitution

II- L'accueil, l'accompagnement et l'orientation des personnes en risque, ou en situation de prostitution

(Le questionnaire complet est disponible en annexe 3).

Il avait pour objectif de faire remonter deux types de données :

- Des éléments sur les situations de prostitution identifiées, de manière probable ou avérée, par les acteurs de terrain : personnes victimes du système prostitutionnel et leurs parcours de vie, formes et lieux de prostitution, présence de proxénètes et/ou de réseaux de traite des êtres humains, informations sur les « clients » ayant recours à la prostitution.
- Des éléments sur les pratiques professionnelles des répondant.es : les ressources déployées pour la prise en charge des victimes de prostitution, les besoins, les difficultés rencontrées.

Tout comme les entretiens présentés ci-dessous, le questionnaire a été conçu comme un outil de collecte de données mais aussi d'information au sujet du système prostitutionnel. De courts paragraphes sur les différentes formes de prostitution, les facteurs d'entrée dans le système prostitutionnel, la loi du 13 avril 2016 et le proxénétisme ont été introduits. Par ailleurs, il était possible de répondre au questionnaire collectivement, en indiquant le nombre de personnes consultées. Cette modalité de réponse a été pensée comme un moyen d'aborder le sujet de la prostitution en équipe, à l'échelle d'un service ou d'une structure.

95 professionnel.les ont répondu au questionnaire en ligne<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> 33 réponses ont été obtenues, dont 12 collectives. Les réponses collectives ont concerné entre 2 et 15 professionnel.les, selon les structures répondantes.

### 3. Les entretiens

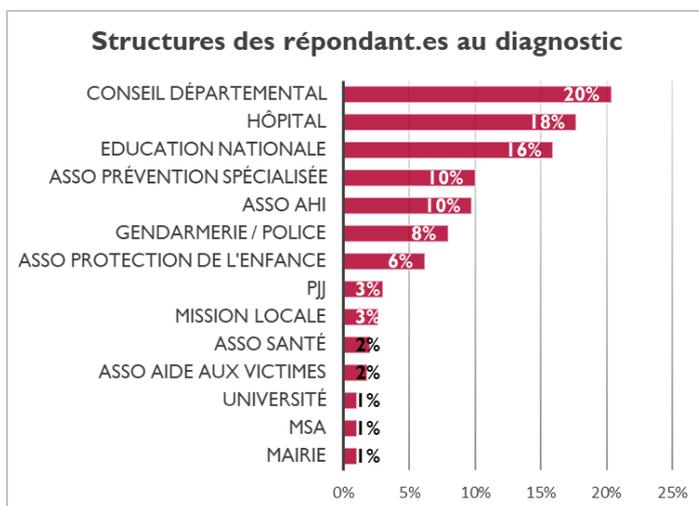
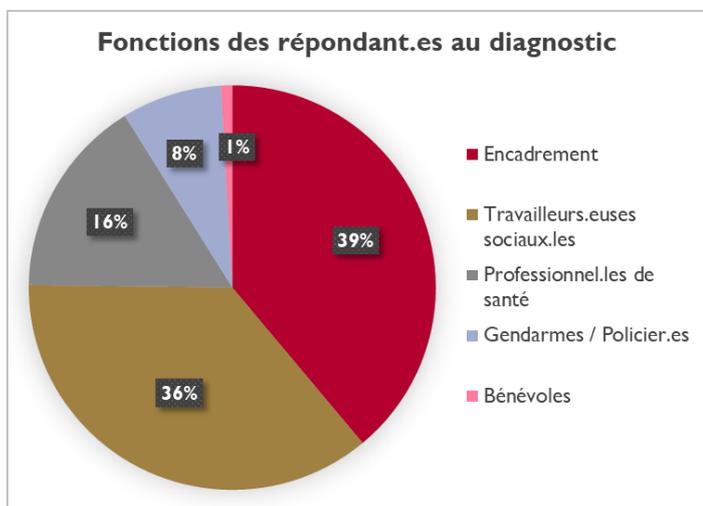
Afin de compléter les réponses au questionnaire en ligne, 6 entretiens ont été réalisés auprès de 24 professionnel.les. Quatre ont eu lieu en présenciel, à Agen, entre le 10 et le 12 octobre 2022. Deux ont été effectués en distanciel, en visio le 24 octobre 2022 et par téléphone le 28 octobre 2022 (*la liste complète des structures rencontrées en entretien figure en annexe 4*).

Ces rencontres ont été l’occasion de mieux connaître les acteurs locaux, comprendre le contexte et les réseaux de partenariat dans le département, (re)présenter le projet de diagnostic et la loi du 13 avril 2016, échanger sur le système prostitutionnel, les éventuelles situations de prostitution identifiées, les ressources existantes, les besoins en termes de prévention, de repérage et d’accompagnement. Il s’agissait aussi de faciliter l’appropriation de la démarche de diagnostic pour maximiser les chances de diffusion et de réponse au questionnaire en ligne.

### 4. Les acteurs du territoire ayant contribué au diagnostic

Au total, ce sont 113 professionnel.les qui ont participé au diagnostic en Lot-et-Garonne, via les entretiens et le questionnaire en ligne. Les professionnel.les occupant des fonctions d’encadrement (chef.fes de service ou responsables de structure) et les travailleurs.euses sociaux.les sont les plus représenté.es, avec respectivement 39% et 36% des répondant.es. Les professionnel.les de santé ont ensuite contribué à hauteur de 16% et les professionnel.les des forces de l’ordre à hauteur de 8%.

Au niveau des structures dans lesquelles ces acteurs travaillent, nous notons une représentation aux deux-tiers d’institutions, principalement le Conseil départemental (20%), les hôpitaux d’Agen et de Marmande (18%) et l’Education Nationale (16%). Le troisième tiers est composé d’associations, notamment de prévention spécialisée (10%) et du secteur accueil hébergement insertion (10%).



### 5. Des données à prendre avec précaution

Les données présentées dans cette étude doivent être considérées avec précaution. Elles n'ont pas de valeur absolue en dehors du contexte de ce diagnostic et ne peuvent être comparées de manière brute avec les éléments recueillis lors d'autres diagnostics, y compris lorsqu'ils ont été réalisés avec la même méthodologie, car elles ne représentent pas objectivement l'intégralité de la réalité du phénomène prostitutionnel dans les départements et régions étudiés.

Les éléments recueillis sont déclaratifs et comportent en cela des difficultés d'interprétation dues au fait qu'ils reflètent :

- L'intérêt porté au sujet de la prostitution, au niveau individuel pour chacun.e des professionnel.les interrogé.s, mais aussi à l'échelle du département étudié et des politiques publiques qui y sont menées.
- Les niveaux de sensibilisation et de formation des acteurs à la problématique du système prostitutionnel. Le repérage des personnes en situation ou en risque de prostitution s'avère complexe lorsque l'on n'est pas outillé.e sur le sujet. La prostitution est rarement nommée comme telle par les personnes qui en sont victimes, et par les professionnel.les qui les rencontrent, du fait des représentations qui l'entourent et qui influencent, souvent de manière inconsciente, les façons dont elle est perçue. On retrouve ainsi de nombreux termes « euphémisant », voire « glamourisant », qu'il importe de connaître et d'interroger. Nous pouvons citer par exemple : escorting, massage, hôtesse, accompagnatrice, michetonnage, sugar daddy / baby, débrouille... Les réponses au questionnaire et les entretiens réalisés indiquent que tous les acteurs interrogés n'en sont pas au même stade de travail ou de réflexion sur leurs représentations de la prostitution. Tous.tes n'ont pas le même degré de connaissance du système prostitutionnel.
- Des faits qui ont été, pour un certain nombre d'entre eux, rapportés par les personnes victimes. Les discours, et leur rapport, dépendent de plusieurs niveaux d'interprétation : ils sont nécessairement contraints par ce que les personnes victimes acceptent et/ou sont en mesure de révéler et par la capacité des professionnel.les à les entendre. Cette contrainte se retrouve pour toutes les violences sexistes et sexuelles. De manière générale, peu de femmes victimes de violences portent plainte (environ 18% pour les violences au sein du couple, 12% pour les viols ou tentatives de viol en France métropolitaine<sup>6</sup>). Cela s'explique par l'emprise exercée par les agresseurs mais aussi par la tolérance aux violences sexistes et sexuelles dans notre société : les violences subies sont taboues, renvoyées à la sphère privée, les femmes victimes sont stigmatisées, la charge de la culpabilité inversée. Si cela semble évoluer depuis plusieurs années pour certaines formes de violences à l'encontre des femmes (violences conjugales notamment), c'est encore peu le cas pour la prostitution. Dans ce contexte, la connaissance et la prise de conscience par les

<sup>6</sup> <https://arretonslesviolences.gouv.fr/je-suis-professionnel/chiffres-de-referance-violences-faites-aux-femmes>

professionnel.les de la problématique sont clés pour permettre aux victimes de parler de leur vécu.

En Lot-et-Garonne, un quart seulement des répondant.es au questionnaire en ligne indiquent avoir déjà suivi une formation sur le système prostitutionnel. 84% d'entre elles.eux s'estiment insuffisamment outillé.es pour repérer les personnes en situation de prostitution, aborder le sujet avec elles, les orienter et les accompagner (voir V- Pistes d'action à destination de la Commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite).

## **B. Le diagnostic Internet**

Au moins, 62% de la prostitution passerait aujourd'hui par Internet<sup>7</sup>, pour la mise en relation entre « clients » et personnes en situation de prostitution. L'Amicale du Nid a donc choisi, dans la construction de ses diagnostics, de considérer Internet comme un terrain de recherche à part entière apportant des données complémentaires à celles recueillies auprès des partenaires des territoires étudiés.

### **I. Comptabilisation des annonces et échantillonnage**

14 sites Internet ont été étudiés, à partir d'une liste issue du diagnostic conduit par l'Amicale du Nid dans quatre départements d'Ile-de-France (2017)<sup>8</sup>. Cette liste est mise à jour à chaque diagnostic grâce aux échanges avec les équipes effectuant des maraudes numériques au sein de l'association et au moyen d'une recherche Google par mots clés : « prostitution + département », « prostituée + département », « trouver prostituée + département », « escort + département », « massage érotique + département ». Ils peuvent être répartis en trois catégories : les sites spécialisés en « escorting », les sites de petites annonces généralistes et les sites de rencontres. Les premiers se présentent comme des « catalogues d'escorts » et sont généralement basés à l'étranger. Pour les deux autres types de site, les annonces, moins explicites, sont la plupart du temps répertoriées dans des rubriques destinées à des rencontres entre adultes.

Sur ces 14 sites, une quantification des annonces d'offre de prostitution a été effectuée avec un tri en fonction des villes déclarées par leurs auteurs.rices. Ce travail nous a permis d'établir une cartographie des annonces publiées en Lot-et-Garonne sur une période de trois mois (voir IV-A- Zones géographiques de

<sup>7</sup> Mouvement du Nid et Psytel, *PROSTCOST – Estimation du coût économique et social de la prostitution en France*, 2015. La synthèse de l'étude est consultable ici : <https://prostcost.files.wordpress.com/2015/05/prostcost-synthc3a8se-ok.pdf>

PROSTCOST est la dernière enquête d'ampleur nationale sur la prostitution en France dont nous disposons. Les observations de terrain de l'Amicale du Nid, notamment pendant la période des confinements liés à la pandémie de COVID-19, nous laissent penser que la prostitution passant par Internet pourrait être encore plus importante aujourd'hui. Cette hypothèse rejoint les constats de l'OCRTEH (Office central pour la répression de la traite des êtres humains), qui indique dans son bilan 2021 : « en 2021, la prostitution logée représente 84% des victimes recensées dans les affaires de proxénétisme traitées par les services d'enquêtes français, tandis que les activités de voie publique se limitent à 9,5%. Enfin, 6,5% du proxénétisme s'exerce dans des salons de massage ou des bars. »

<sup>8</sup> Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France*, Décembre 2017.

Le document complet est téléchargeable ici : <https://amicaledunid.org/ressources/diagnostic-territoriaux-de-la-prostitution/>

*prostitution connues*). Au total, 366 annonces ont été comptabilisées dans le département entre le 18 juillet et le 18 octobre 2022.

Les 366 annonces ne pouvant être analysées en détail dans leur totalité, un échantillon a été constitué pour tenter de qualifier l'offre de prostitution via Internet. Pour assurer une certaine représentativité de la population examinée, la taille de cet échantillon a été définie à partir du calculateur gratuit du site checkmarket.com. Avec une marge d'erreur de 5%, le nombre d'annonces à étudier a été fixé à 188. Ces 188 annonces ont ensuite été réparties par site, en fonction des proportions de la population générale, puis sélectionnées de manière aléatoire sur chaque page.

## 2. Autres éléments issus du diagnostic Internet

En complément de la cartographie mentionnée ci-dessus, notre diagnostic Internet intègre :

- Une recherche des offres de prostitution via Instagram. Le flux continu de publications et les algorithmes des réseaux sociaux, basés sur le recueil des préférences des utilisateurs.rices plutôt que sur un ordre chronologique, rendent difficiles une comptabilisation précise des posts relatifs à la prostitution. Pour autant, l'expérience de l'aller-vers numérique à l'Amicale du Nid mais aussi et surtout les échanges avec des personnes en situation de prostitution rencontrées par les différents services de l'association nous ont permis de constater que la prostitution était bien présente sur ces plateformes. A titre d'illustration, nous avons effectué pour ce diagnostic une recherche par géolocalisation à Agen sur Instagram et remonté environ 300 posts pour répertorier ceux évoquant, plus ou moins explicitement, de la prostitution.
- Une recherche des « lieux à haut risque prostitutionnel ». Nous savons que les bars à hôtesse (également appelés bars à champagne, américains ou à bouchons selon les régions), les clubs à vocation sexuelle (libertinage, strip-tease, échangisme...), les saunas et salons de massage érotiques ou encore les sex-shops avec cabines sont susceptibles d'abriter des activités prostitutionnelles. Cette réalité est mise en lumière, là encore, par les témoignages de personnes accompagnées par les associations spécialisées. Malgré cela, comme l'indique le rapport d'information parlementaire Geoffroy / Bousquet de 2011, « la preuve de l'activité prostitutionnelle est difficile à apporter, étant donné l'apparence de légalité de ces établissements »<sup>9</sup>. Une recherche Google à partir de mots clés tels que « bar à hôtesse + département » ou « salon de massage érotique + département », ainsi que la consultation des sites [www.petitfute.com](http://www.petitfute.com) (rubrique « S'amuser – sortir »), [www.francesudouest.com](http://www.francesudouest.com) (rubrique « Clubs libertins ») et [lieuxdedrague.fr](http://lieuxdedrague.fr) nous a permis de dresser une liste de ces lieux, que nous appelons « à haut risque prostitutionnel », en Lot-et-Garonne (voir IV-B-3- Les autres formes de prostitution

<sup>9</sup> Danielle Bousquet et Guy Geoffroy, *Prostitution : l'exigence de responsabilité. En finir avec le mythe du « plus vieux métier du monde »*, Rapport d'information n°3334, Avril 2011.

Le rapport complet est consultable ici : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i3334.asp>

*discrète*). Les faire apparaître dans ce diagnostic ne signifie pas que des faits de prostitution avérés y ont nécessairement été constatés mais permet d'exprimer notre inquiétude quant aux risques prostitutionnels qu'ils peuvent engendrer.

- L'étude de sites utilisés par les « clients » de la prostitution. Comme nous le verrons dans la quatrième partie de ce rapport, les acheteurs d'actes sexuels sont tout à fait visibles sur Internet. Une comptabilisation des annonces de demande de prostitution sur un site de petites annonces généraliste, ainsi qu'une simulation sur un tchat régulièrement cité par les professionnel.les de la jeunesse et des forces de l'ordre, nous permettent d'illustrer la présence de « clients » en Lot-et-Garonne (*voir IV-C- Recours à la prostitution*).

## II- LA PROSTITUTION EN LOT-ET-GARONNE : PREMIERES BASES POUR UNE QUANTIFICATION

Les données recueillies dans le cadre du diagnostic partagé et du diagnostic Internet permettent de poser les premières bases pour une quantification des personnes en situation de prostitution en Lot-et-Garonne, repérées par les professionnel.les et via notre cartographie des annonces en ligne.

→ **50%** des acteurs interrogés déclarent avoir **déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution.**

Sur la période, 2019-2022, elles.ils ont repéré *a minima* : **88 personnes en situation de prostitution probable ou avérée.**

→ **366 annonces de prostitution** ont été répertoriées sur 14 sites Internet.

En tenant compte d'un taux de doublon de 25%, nous pouvons émettre l'hypothèse de : **274 personnes en situation de prostitution via Internet** au moment de notre étude (juillet à octobre 2022).

### A. Nombre de personnes identifiées par les professionnel.les interrogé.es

Les chiffres présentés ci-dessous correspondent à une estimation *a minima* du nombre de personnes en situation de prostitution, probable ou avérée, repérées par les partenaires interrogés. Les choix de calcul effectués et le fait que les 113 professionnel.les ayant participé à la collecte de données ne représentent par la totalité des acteurs du Lot-et-Garonne nous permettent raisonnablement de penser qu'ils se situent en-dessous de la réalité. Cette hypothèse est renforcée par le fait que la majorité de la prostitution dans le département n'est aujourd'hui pas visible (*voir IV-B- Formes de prostitution identifiées*), rendant son repérage difficile lorsque les professionnel.les ne sont pas outillé.es à cet effet. Ce repérage apparait d'autant plus complexe que, nous l'avons vu, la prostitution n'est souvent pas nommée explicitement.

La moitié des professionnel.les interrogé.es via le questionnaire en ligne et/ou lors des entretiens (50%) déclarent avoir déjà identifié des personnes en situation ou en risque de prostitution dans le cadre de leur activité professionnelle. Après consolidation et croisement des données, au cours desquels ont été retirées les situations susceptibles de constituer des doublons et celles présentant trop peu d'éléments pour être étudiées, nous avons retenu 88 situations décrites par ces professionnel.les sur la période 2019-2022. Sauf mention contraire, les statistiques présentées dans la suite du rapport ont été calculées sur cette base.

Ces 88 personnes peuvent être domiciliées dans le département ou de passage. Elles peuvent être, ou avoir été, en situation de prostitution en Lot-et-Garonne, dans d'autres départements de Nouvelle-Aquitaine (Bordeaux), d'autres régions française (Toulouse, Paris, Lyon, Montpellier) voire à l'étranger

(Italie, Maroc, sur la route migratoire). Dans tous les cas, elles ont été en contact à un moment donné avec des structures du territoire, institutionnelles ou associatives.

Si une comparaison brute ne serait pas correcte méthodologiquement pour les raisons avancées précédemment, nous pouvons tout de même noter que, lorsqu'on le rapporte au nombre de professionnels ayant contribué au diagnostic, ce chiffre de 88 situations est dans le même ordre de grandeur que les estimations ressorties lors de nos précédents diagnostics, hors région Ile-de-France<sup>10</sup>.

### **B. Nombre d'annonces Internet et estimation du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet**

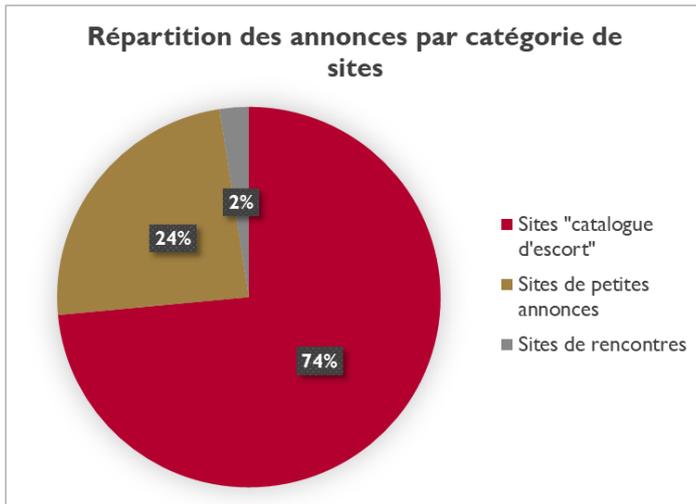
*Nombre d'annonces d'offre de prostitution affichées en Lot-et-Garonne, répertoriées entre le 18 juillet et le 18 octobre 2022, par site étudié.*

Sites	Nombres d'annonces
<a href="http://www.ladyxena.com/">http://www.ladyxena.com/</a>	19
<a href="http://www.escortsex.net/">http://www.escortsex.net/</a>	6
<a href="http://happyescorts.com">http://happyescorts.com</a>	1
<a href="http://france.topescortbabes.com/fr/">http://france.topescortbabes.com/fr/</a>	3
<a href="https://www.escorts69.fr/">https://www.escorts69.fr/</a>	1
<a href="https://www.sexemodel.com">https://www.sexemodel.com</a>	189
<a href="https://www.escorte.com/">https://www.escorte.com/</a>	4
<a href="https://www.tescort.com/">https://www.tescort.com/</a>	16
<a href="https://lbaiser.com/">https://lbaiser.com/</a>	8
<a href="https://annuaire-sexe.info/">https://annuaire-sexe.info/</a>	22
<b>Total sites spécialisés « escorting »</b>	<b>269</b>
wannonce.com	69
g-trouve.com	19
<b>Total sites de petites annonces</b>	<b>88</b>
onseconnait.com	3
celibook.com	6
<b>Total sites de rencontres</b>	<b>9</b>
<b>TOTAL</b>	<b>366</b>

366 annonces ont été répertoriées en Lot-et-Garonne entre les mois de juillet et octobre 2022, dont près des trois quarts (74%) sur des sites se présentant comme des « catalogues d'escorts ».

<sup>10</sup> Diagnostics réalisés par l'Amicale du Nid en Bretagne (4 départements), dans le Maine-et-Loire, le Pas-de-Calais, en Charente-Maritime et dans le Puy-de-Dôme. Les rapports et synthèses sont téléchargeables sur le site [amicaledunid.org](https://amicaledunid.org) : <https://amicaledunid.org/ressources/diagnostic-territoriaux-de-la-prostitution/>

Dans les quatre départements d'Ile-de-France que nous avons étudiés, le nombre de situations rapporté au nombre de répondant.es est plus important. Cela peut s'expliquer par une densité de population plus importante en Ile-de-France, impliquant une plus forte demande d'actes sexuels tarifés, mais aussi par la subsistance de grandes zones de prostitution visible facilitant le repérage.



L'analyse de l'échantillon, selon la méthode présentée plus haut, laisse apparaître un taux de doublon des annonces de l'ordre de 25%. En appliquant ce taux aux 366 annonces en Lot-et-Garonne, nous pouvons émettre l'hypothèse que 274 personnes en situation de prostitution pourraient être concernées par ces annonces. Il peut s'agir de personnes qui ne sont pas nécessairement basées en Lot-et-Garonne, mais qui s'y sont trouvées au moment où nous avons effectué notre comptabilisation.

Ces chiffres sont dans un ordre de grandeur similaire à ceux notés par la Police, qui recense entre 10 à 15 annonces par jour sur le département. Compte tenu de la partie inexplorée des réseaux sociaux (une recherche Instagram est présentée ci-dessous mais elle ne permet pas de réaliser une comptabilisation précise), applications mobiles, tchats et sites nécessitant une inscription pour en consulter les contenus, nous pouvons raisonnablement penser qu'il s'agit, là encore, d'une estimation en-dessous de la réalité du nombre de personnes en situation de prostitution via Internet en Lot-et-Garonne, au moment T de notre étude.

Voici quelques exemples d'annonces dans le département :

Coucou c'est [REDACTED] disponible sur tonneins jolie métisse avec cheveux boucles jolie forme, très douce charmante gros bisous

Messieurs, un petit moment agréable avec femme mature, en toute discrétion, hygiène irréprochable, à bientôt.  
Ne réponds pas au chat mais uniquement par la messagerie

Extraits du site de petites annonces wannonce.com

Bonjour messieurs!  
Je m'appelle [REDACTED]  
Je suis une fille de 25 ans, très féminine pleine de sensualité naturelle. Je suis une lionne douce et exotique. J'offre à des messieurs intéressés par mon profil mes services de massage exclusifs et plus! Bisous..  
Nr. What Up - 07 [REDACTED]

Bonjour mes chéris ♥.  
 Je suis une femme très douce, mais aussi sexy, bien éduquée et discrète. Je suis jeune et belle.  
 J'aime vivre des moments intenses.  
 J'aime tout ce qui est beau et harmonieux, j'aime les vrais messieurs et une bonne conversation. Je mets la passion dans tout ce que je fais.  
 Mes photos sont 100% réelles! Vous pouvez vérifier vous-même en personne. Pas de perte de temps, seulement et vous rendra heureux! Soyez sûr que nous allons passer un moment merveilleux ensemble!! Je vous invite donc messieurs à me contacter pour vous recevoir de manière douce, discrète et très agréable...🔥🔥🔥

Extraits du site « catalogue d'escorts » sexemodel.com

Ces quatre annonces illustrent plusieurs aspects de la prostitution via Internet<sup>11</sup> :

- La prostitution est rarement nommée comme telle. Elle est suggérée, édulcorée : « un petit moment agréable », « un moment merveilleux ensemble », « mes services de massage exclusifs et plus »...
- Les auteurs.rices des annonces, qui ne sont pas forcément les personnes en situation de prostitution elles-mêmes, ont recours à des images très éloignées de la réalité des violences prostitutionnelles : « gros bisous », « je mets de la passion dans tout ce que je fais », « j'aime les vrais messieurs »...
- Parallèlement, la marchandisation des corps et la réification des personnes sont exacerbées. Les personnes sont classées dans des catégories, renvoyant à un âge, une couleur de peau, de cheveux, une origine, une nationalité, une corpulence... pour être choisies par les « clients » : « jolie métisse avec cheveux bouclés », « femme mature », « lionne douce et exotique »... Ces catégories ne correspondent pas forcément à la réalité des personnes et sont empreintes de stéréotypes sexistes et racistes.
- Cette marchandisation passe aussi par l'usage de photos (« mes photos sont 100% réelles ») qui font apparaître des corps, parfois sans visages, dans des positions sexuellement explicites et soumises, ou des morceaux de corps (seins, fesses, sexes).

Concernant les réseaux sociaux, bien que nous ne disposions pas de méthodologie nous permettant de réaliser une quantification fiable, une recherche sur la plateforme Instagram nous donne une idée de l'ampleur des posts évoquant de la prostitution. En remontant plus de 300 publications géolocalisées à Agen, dont la plus ancienne datait de quinze jours, nous avons pu identifier que près d'un quart d'entre elles (23%) renvoyaient à une offre de prostitution. Ces publications sont toutes similaires dans leur forme :

- Elles présentent des photos de femmes jeunes, voire très jeunes, dans des poses et tenues suggérant une disponibilité sexuelle ;
- Les descriptions figurant sous les posts utilisent des termes évoquant, de manière édulcorée et plus ou moins explicite, une rencontre à des fins sexuelles : « je suis disponible », « rejoins-moi »,

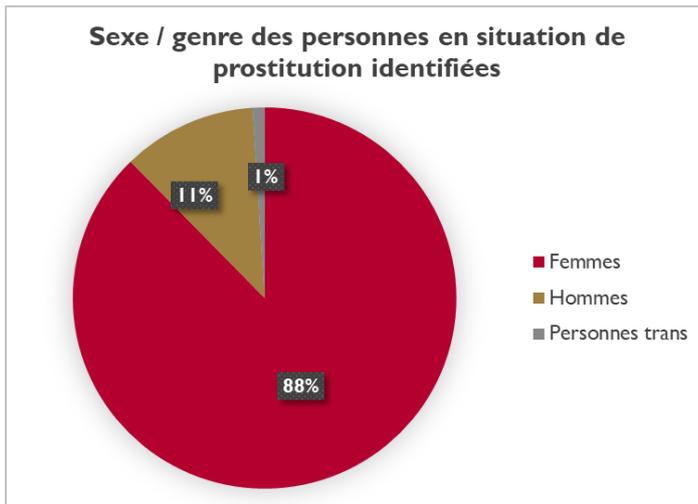
<sup>11</sup> Pour une analyse plus complète de la prostitution via Internet, voir Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France*, 2017

- « pour tous vos fantasmes », « pour vos rencontres sexuelles tarifées », « pour un bon plan sans lendemain », « plan réel », « pour vos moments d'évasion »...
- Les publications renvoient vers des identifiants sur d'autres réseaux sociaux ou systèmes de messagerie (Snapchat quasi systématiquement mais aussi Whastapp ou Telegram) pour échanger et prendre rendez-vous ;
  - Elles sont rattachées à des comptes présentant généralement des successions de photos géolocalisées dans différentes villes de France. Nous faisons ici l'hypothèse que la plupart de ces jeunes femmes ne sont pas basées en Lot-et-Garonne mais peuvent s'y déplacer en fonction des demandes, ou éventuellement envoyer du contenu à caractère sexuel à distance.

### III- LES PERSONNES EN SITUATION DE PROSTITUTION EN LOT-ET-GARONNE : PROFILS ET PARCOURS DE VIE

Les prochains paragraphes se concentrent sur les personnes en situation de prostitution identifiées par les professionnel.les interrogé.es. Les données concernent leurs profils (sexe, âge, nationalité) ainsi que leurs parcours et conditions de vie.

#### A. Une majorité de femmes



Parmi les 88 situations analysées : 77 concernent des femmes (88%), 10 des hommes (11%) et 1 des personnes transidentitaires (1%). La répartition en fonction du sexe / genre des personnes présentées dans les annonces Internet que nous avons étudiées va dans le même sens : 92% concernent des femmes, 5% des hommes, 3% des personnes transidentitaires.

Dans les deux cas, la tendance est semblable aux chiffres rencontrés dans nos autres diagnostics et conforme aux estimations nationales<sup>12</sup>. Elle nous rappelle que, quelque que soit le territoire étudié, la prostitution ne peut pas être considérée en dehors des rapports de domination liés au sexe et au genre qui structurent nos sociétés : la prostitution est, de manière systémique, une violence à l'encontre des femmes<sup>13</sup>. Le continuum des violences sexistes et sexuelles est d'ailleurs visible au niveau des parcours de vie individuels : au moins un tiers des personnes identifiées par les professionnel.les (35%) ont subi d'autres formes de violences avant l'entrée dans le système prostitutionnel (violences intrafamiliales, violences sexuelles dont inceste, violences homophobes ...). Vue la prévalence de telles violences dans les parcours

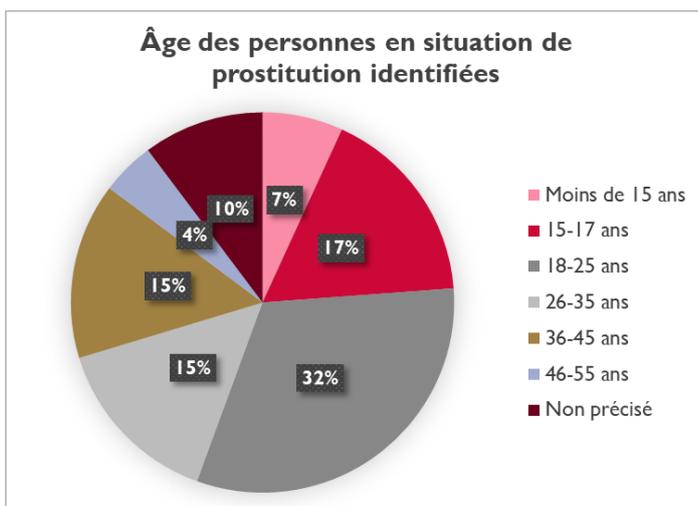
<sup>12</sup> Dans l'étude PROSTCOST de 2015, le Mouvement du Nid et Psytel donnent les estimations suivantes concernant les personnes adultes en situation de prostitution en France : 85% de femmes, 10% d'hommes et 5% de personnes transidentitaires. Plus récemment, parmi les 1566 personnes bénéficiaires d'un accompagnement social global dans l'un des 15 départements d'intervention de l'Amicale du Nid en 2022 : 93% sont des femmes, 5% des hommes, 2% des personnes transidentitaires.

<sup>13</sup> En France, la prostitution est inscrite dans les plans interministériels de lutte contre les violences faites aux femmes depuis 2011.

de vie des personnes en situation de prostitution en général<sup>14</sup>, et la prise de conscience récente au niveau sociétal de ces violences dans la lignée du mouvement mondial #metoo, nous émettons l'hypothèse qu'elles puissent encore être sous-identifiées dans ce diagnostic.

Notons également qu'au moins 10 situations de proxénétisme par le conjoint ou un autre membre de la famille ont été remontées au cours par les partenaires, la prostitution se présentant alors comme une forme de violences conjugales ou intrafamiliales (voir IV-D-2- *Des proxénètes majoritairement issus de l'entourage des victimes*).

## B. Un nombre significatif de personnes jeunes, voire très jeunes



Plus de la moitié des personnes identifiées dans le diagnostic partagé sont jeunes, voire très jeunes (56%). Un quart sont mineur.es (24%), un tiers ont entre 18 et 25 ans (32%). Les autres tranches d'âge représentées sont 26-35 ans (15%), 36-45 ans (15%) et 46-55 ans (4%).

La proportion de mineur.es apparaît légèrement plus élevée que dans nos autres diagnostics, hors Ile-de-France, où elle atteint en moyenne 17%. Ceci pourrait s'expliquer, selon nous, par la focale importante mise sur la question de la prostitution des mineur.es depuis quelques années, avec la parution notamment du premier plan interministériel de lutte contre la prostitution des mineur.es en novembre 2021, dit « Plan Taquet »<sup>15</sup>. La mobilisation des acteurs de l'éducation, de la jeunesse et de la protection de l'enfance est visible dans notre diagnostic puisqu'elles.ils représentent 44% des répondant.es, toutes structures

<sup>14</sup> A ce sujet, voir notamment : Coalition pour l'Abolition de la Prostitution, Héma Sibi, *Last Girl First ! La prostitution, à l'intersection des oppressions sexistes, racistes et de classe*, Editions LIBRE, 2022.

P. 64 par exemple : « En France, le Collectif féministe contre le viol évoque que sur 187 témoignages de victimes de prostitution, recueillis entre 1998 et 2007, 100% d'entre elles avaient été agressées sexuellement bien avant d'avoir été exposées à la prostitution. En 2019, le département de Seine-Saint-Denis, situé dans le nord de la capitale parisienne, publie les résultats de son enquête sur la prostitution des mineur.es : 89% de mineur.es en situation de prostitution – principalement des filles dont l'âge médian se situe autour de 15 ans – ont subi des violences sexistes, physiques, psychologiques ou sexuelles dans le passé. »

<sup>15</sup> Gouvernement, « Lancement du premier plan national de lutte contre la prostitution des mineurs », *Dossier de presse*, 2021 : <https://www.gouvernement.fr/actualite/premier-plan-national-contre-la-prostitution-des-mineurs>

confondues (Education nationale, Prévention spécialisée, Protection judiciaire de la jeunesse, Aide sociale à l'enfance et associations habilitées, Missions locales).

Parmi les 21 mineur.es repérées, nous pouvons noter :

- 17 filles, 3 garçons et 1 jeune transidentitaire.
- Au moins 17 mineur.es de nationalité française. Nous ne disposons pas d'information concernant la nationalité des 4 autres jeunes.
- 6 mineur.es de moins de 15 ans<sup>16</sup>.
- Au moins 16 ont des parcours de vie marqués par des vulnérabilités importantes : violences intrafamiliales et sexuelles, carences affectives, ruptures familiales ou décès d'un parent, prise en charge par la protection de l'enfance... (voir III-D- Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités)
- Au moins 13 sont mobiles sur le territoire national avec des faits de prostitution, et de proxénétisme, se déroulant dans des villes en dehors du Lot-et-Garonne. Le département étant situé entre Bordeaux et Toulouse, des circulations ressortent particulièrement avec ces deux métropoles. Les villes de Paris, Lyon et Montpellier sont aussi citées par les professionnel.les (voir IV-D-3 Des faits de proxénétisme de plusieurs ordres)
- Au moins 8 mineur.es ont des problématiques de consommations de produits (alcool, cannabis, cocaïne).

Cette majorité de jeunes filles, françaises, âgées de 15 à 17 ans, régulièrement en fugues, avec des vulnérabilités importantes et des problématiques addictives, est cohérente avec les observations des « missions mineur.es » de l'Amicale du Nid, intervenant dans 9 départements<sup>17</sup>.

Concernant les jeunes majeur.es, trois types de situation ont été à plusieurs reprises soulignés par les répondant.es au diagnostic :

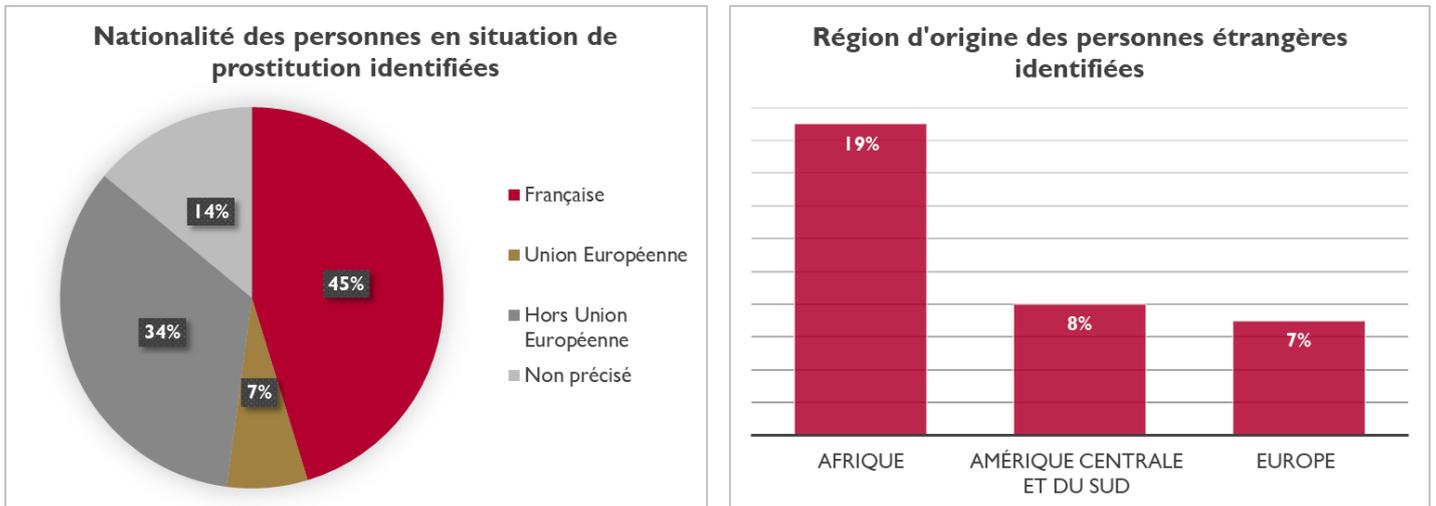
- Des jeunes français.es, femmes en majorité mais également des hommes, en errance après être sorti.es des dispositifs de protection de l'enfance. En précarité, ces jeunes majeur.es peuvent notamment être concerné.es par de la prostitution contre hébergement. On retrouve également la question des consommations de produits et addictions dans plusieurs de ces situations.
- Des jeunes femmes migrantes, principalement originaires de pays d'Afrique subsaharienne, exposées à des réseaux de traite des êtres humains sur le parcours migratoire ou dans leur pays d'origine. Comme pour les jeunes françaises, elles ont souvent été exposées à des violences intrafamiliales avant l'entrée dans le système prostitutionnel.
- Des jeunes hommes migrants, en situation de précarité administrative et économique, sollicités

<sup>16</sup> Cet élément apparaît important à prendre en compte notamment d'un point de vue juridique. Tout mineur en situation de prostitution « est réputé en danger et relève de la protection du juge des enfants au titre de la procédure d'assistance éducative » (article 13 de la loi n° 2002-305 du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale). Les peines encourues par les acheteurs d'actes sexuels et les proxénètes diffèrent cependant, en fonction de si la victime est âgée de plus ou moins de 15 ans (voir notamment : Loi n° 2021-478 du 21 avril 2021 visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste).

<sup>17</sup> Bouches-du-Rhône, Haute-Garonne, Hérault, Ille-et-Vilaine, Rhône, Paris, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis, Val-d'Oise.

par des « clients » devant des structures d'accueil.

### C. Presque autant de personnes étrangères que françaises



45% des personnes en situation de prostitution identifiées sont françaises, 41% étrangères.

De manière générale, les personnes migrantes apparaissent sur-représentées dans le système prostitutionnel. Les parcours migratoires et la précarité administrative, notamment, les rendent particulièrement vulnérables au risque d'exploitation sexuelle<sup>18</sup>. Le Lot-et-Garonne ne fait pas exception avec une part de personnes étrangères parmi les personnes en situation de prostitution identifiées bien plus importante que dans la population générale<sup>19</sup>. Pour autant, cette proportion reste très en-dessous de celle observée au niveau national et européen<sup>20</sup>. Nous avançons ici deux hypothèses, pouvant coexister, pour expliquer ce décalage. Il se peut d'une part que les personnes françaises soient sous-estimées dans les chiffres nationaux car davantage concernées par des formes de prostitution discrètes (via Internet notamment). En Bretagne, dernière région d'implantation de l'Amicale du Nid, où les personnes rencontrées par l'association le sont majoritairement via des actions d'aller-vers numérique, la part de personnes françaises apparaît ainsi plus élevée quand dans les autres établissements de l'association dont les files actives sont davantage issues de maraudes physiques. D'autre part, nous pouvons imaginer que, parallèlement, les personnes étrangères soient sous-représentées dans notre diagnostic en Lot-et-Garonne car faisant moins appel aux dispositifs sociaux et de santé existant sur le territoire. Nous savons, de par notre expérience de l'aller-vers et de l'accompagnement des personnes en situation de prostitution,

<sup>18</sup> A ce sujet, voir notamment : Coalition pour l'Abolition de la Prostitution, Héma Sibi, *Last Girl First ! La prostitution, à l'intersection des oppressions sexistes, racistes et de classe*, Editions LIBRE, 2022.

P. 34 par exemple : « En Europe, les femmes et les filles migrantes représenteraient en moyenne 84% des femmes en situation de prostitution sur 13 pays européens. »

<sup>19</sup> D'après les données du dernier recensement, en 2017, l'Insee déclare 6,9% de personnes étrangères en Lot-et-Garonne (Insee, *Etrangers – Immigrés en 2017 – Département du Lot-et-Garonne (47)*, 2020)

<sup>20</sup> Coalition pour l'Abolition de la Prostitution, Sibi, *Last Girl First !*, p. 34

En 2022, l'Amicale du Nid a rencontré en aller-vers dans l'espace public et accompagné au sein de ses établissements 93% de personnes étrangères.

qu'elles s'adressent globalement peu aux services sociaux et de santé et, lorsqu'elles le font, elles évoquent rarement leur vécu prostitutionnel. Les raisons sont multiples : peur d'être stigmatisé.e, emprise des proxénètes, absence de couverture maladie, manque de connaissance des dispositifs et des droits... Ces obstacles sont renforcés pour les personnes étrangères, en particulier lorsqu'elles sont en situation irrégulière, et plus encore lorsqu'elles se déplacent / sont déplacées de villes en villes. S'ajoutent alors la barrière de la langue, les craintes liées à la situation administrative, la méconnaissance du territoire dans lequel les personnes se trouvent, l'impossibilité d'y créer des liens, l'isolement... Comme dans d'autres départements peu concernés par la prostitution visible, il semble que la prostitution de personnes étrangères en Lot-et-Garonne soit en grande partie une prostitution itinérante et peu implantée localement. Il n'apparaît pas incohérent que ces personnes fassent peu appel aux services du territoire.

Parmi les personnes étrangères identifiées au cours du diagnostic, 19% viennent de pays d'Afrique, majoritairement de la zone subsaharienne et, dans une moindre mesure maghrébine. Il s'agit en grande partie de personnes en demande d'asile, orientées vers des structures d'hébergement du Lot-et-Garonne dans le cadre du dispositif national d'accueil (DNA). Beaucoup ont quitté leur pays d'origine pour échapper à des violences et ont été exposées à de l'exploitation sexuelle sur le trajet migratoire, en Lybie notamment. Ces personnes n'ont pas nécessairement été prostituées en France. Plusieurs sont des femmes nigérianes exploitées par des réseaux de traite qui ne sont pas implantés en Lot-et-Garonne mais dans d'autres villes françaises (Bordeaux par exemple). Les professionnel.les décrivent également des situations de femmes étrangères mariées à des hommes français, parfois dans le cadre de mariages arrangés, victimes de violences conjugales et d'exploitation sexuelle de la part de leur conjoint. Quant aux migrant.es économiques, qui n'échappent pas non aux violences sur le parcours migratoire, les partenaires soulignent une prostitution pouvant être liée à une problématique de polytoxicomanie.

La deuxième région la plus représentée est l'Amérique centrale et du sud, avec 8% des situations rapportées. Ces personnes transitent souvent par l'Espagne et sont surtout prostituées dans des appartements et maisons, via Internet. L'analyse de l'échantillon d'annonces en ligne fait ressortir près d'un quart de personnes (22%) pour lesquelles une nationalité sud-américaine est mise en avant. Cet élément reste à prendre avec précaution puisque les informations présentées dans les annonces ne correspondent pas forcément à la réalité des personnes (elles répondent avant tout à une logique marketing visant à satisfaire la demande des « clients »). Il est cependant cohérent avec les chiffres de l'OCRTEH, qui recense une majorité de réseaux de traite d'Amérique latine parmi les démantèlements effectués en 2021, ceux-ci agissant principalement sur de la prostitution « logée » via Internet<sup>21</sup>.

7% des personnes identifiées par les professionnel.les sont de nationalités européennes, hors France. Elles

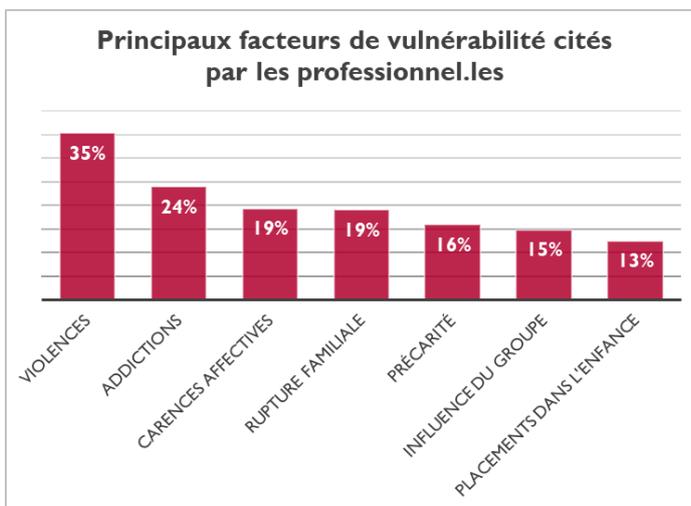
<sup>21</sup> Direction centrale de la police judiciaire, Sous direction de la lutte contre la criminalité organisée, Office central pour la répression de la traite des êtres humains, *Bilan annuel 2021 – Traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle*.

sont majoritairement originaires de pays d'Europe de l'Est et concernées, là aussi, par une prostitution en appartement ou maison, passant par Internet. Ces personnes sont également visibles sur Internet. Lors de notre étude, nous avons pu, par exemple, observer 5 annonces rédigées de manière semblable, avec des photos de femmes différentes, décrites comme « moldaves », présentes à Agen au même moment. Cela nous laisse penser qu'une certaine organisation existe derrière la prostitution de ces personnes (voir IV-D-3- Des faits de proxénétisme de plusieurs ordres).

Quant aux 45% de personnes françaises, outre les mineur.es et jeunes majeur.es évoqué.es précédemment, les professionnel.les ont rapporté différents types de situations d'adultes présentant des vulnérabilités importantes, souvent ajoutées à un vécu de violences intrafamiliales :

- Mères de famille isolées et précaires, en milieu rural notamment ;
- Femmes victimes de violences conjugales, prostituées par leur conjoint ;
- Femmes en situation de handicap ou souffrant de pathologies mentales ;
- Hommes en situation de précarité, à la rue, rejetés par leur famille en raison de leur orientation sexuelle...

#### **D. Des parcours de vie marqués par des vulnérabilités**



L'Amicale du Nid analyse l'entrée dans le système prostitutionnel comme la conséquence d'une conjonction de facteurs fragilisants et déclenchants qui relèvent du contexte sociétal et des parcours de vie individuels. Ces facteurs de vulnérabilité, combinés à la rencontre avec des personnes déjà ancrées dans le système prostitutionnel, victimes, « clients » ou proxénètes, permettent d'expliquer le début de l'engrenage. Ces divers éléments sont visibles dans les situations rapportées par les professionnel.les lot-et-garonnais.es.

Les acteurs interrogés mentionnent explicitement des facteurs de vulnérabilité dans 77% des 88 situations remontées via le questionnaire en ligne et/ou les entretiens. De notre expérience, l'absence de facteurs

cités pour les 33% de personnes restantes ne signifie pas leur inexistence. Il est tout à fait possible que des éléments du parcours de vie ne soient pas connus des professionnel.les ayant reçu ces personnes ou qu'ils n'aient pas été pensés comme pouvant « faciliter » leur entrée, et leur maintien, dans le système prostitutionnel.

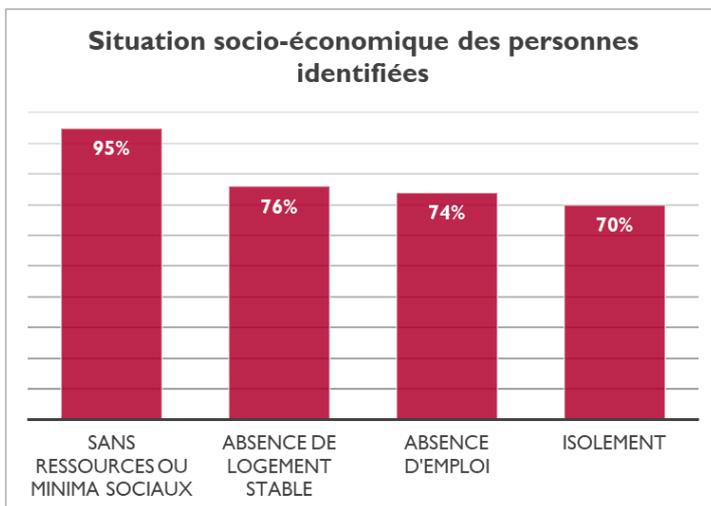
Le facteur le plus fréquemment cité est le fait d'avoir vécu des violences avant l'entrée dans le système prostitutionnel. Celui-ci revient dans plus d'un tiers des situations (35%). Pour au moins 15% des personnes, ces violences ont lieu dans le cadre familial. Elles sont d'abord sexuelles (14%), puis physiques et psychologiques (8% dans les deux cas). Au-delà des violences, d'autres problématiques intrafamiliales ressortent de manière prégnante : des carences affectives sont relevées dans 19% des situations, tout comme les ruptures et conflits familiaux.

La question des consommations de produits et addictions est mentionnée dans près d'un quart des situations (24%), notamment chez les plus jeunes. Précisons ici que, d'après les constats de l'Amicale du Nid, il paraît difficile de considérer la problématique des addictions uniquement du côté des facteurs de vulnérabilité. Celles-ci apparaissent fréquemment comme une conséquence de la prostitution, en particulier pour mieux supporter la violence des passes. Comme pour d'autres éléments évoqués par les professionnel.les (l'isolement ou la délinquance par exemple), les causes et les conséquences s'alimentent souvent dans un cercle vicieux, empêchant les personnes de s'émanciper du système prostitutionnel. Dans tous les cas, il importe de les prendre en compte dans l'accompagnement à la sortie.

Le tableau ci-dessous donne à voir de manière plus exhaustive les facteurs de vulnérabilité explicitement nommés par les professionnel.les dans leurs réponses au questionnaire en ligne et/ou au cours des entretiens.

Facteurs de vulnérabilité explicitement nommés par les professionnel.les	77%
Violences	35%
<i>dont violences intrafamiliales</i>	15%
<i>dont violences sexuelles</i>	14%
<i>dont violences physiques</i>	8%
<i>dont violences psychologiques</i>	8%
Consommation / addiction	24%
Carences affectives	19%
Rupture familiale	19%
Précarité socio-économique	16%
Influence du groupe	15%
Placements dans l'enfance	13%
Parcours migratoire	8%
Décès d'un parent	8%
Délinquance	8%
Errance	8%
Fragilités psychologiques / handicap mental	6%
Isolement	6%
Situation administrative irrégulière	5%
Consommation / addiction des parents	2%
Rue	2%

### E. Des conditions de vie précaires



La précarité ne peut expliquer à elle seule l'entrée dans le système prostitutionnel : toutes les personnes précaires ne vont pas vers la prostitution et toutes les personnes en situation de prostitution ne sont pas nécessairement précaires. Nous venons d'ailleurs de voir qu'elle n'est pas le premier élément repéré par les partenaires interrogés. Elle constitue cependant un facteur de risque important, lorsqu'elle est combinée à d'autres facteurs fragilisants et déclenchants au niveau intra-familial, personnel et social. En Lot-et-Garonne, comme dans l'ensemble des diagnostics qui nous avons conduits, la précarité socio-économique et l'absence d'emploi et d'hébergement stable ressortent de manière importante parmi les situations décrites par les professionnel.les.

95% des personnes pour qui des informations ont été renseignées<sup>22</sup> à ce sujet sont sans ressources, en dehors de celles de la prostitution, ou bénéficiaires des minima sociaux. 76% n'ont pas de logement ou d'hébergement stable. Ces dernières se trouvent à la rue, hébergées par le 115, dans des centres d'hébergement, des squats, ou sont logées par des tiers (qui peuvent être des « clients » et/ou proxénètes). 74% sont sans emploi, une proportion qui atteint 95% lorsque l'on y ajoute les jeunes scolarisé.es et étudiant.es. 70% sont isolées, dont au moins 39% avec un ou plusieurs enfants à charge.

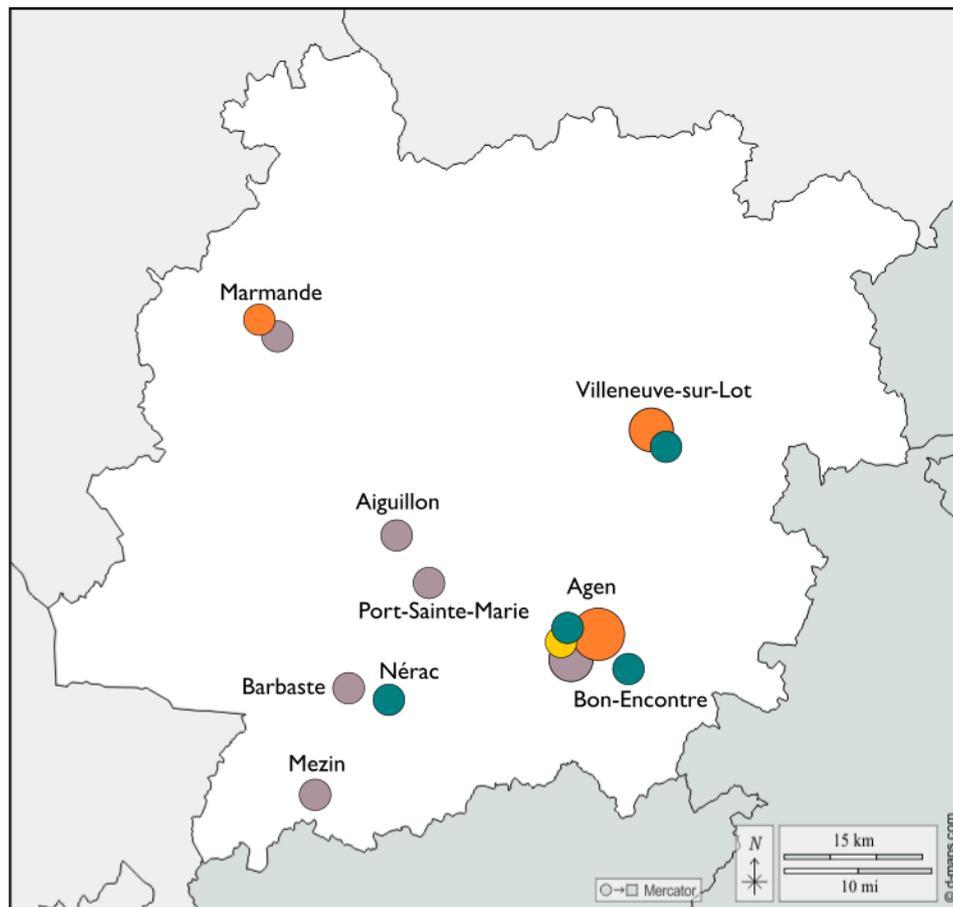
---

<sup>22</sup> Les pourcentages sont calculés sur la base des personnes pour lesquelles des informations ont été renseignées sur ces items : 65 pour la situation financière, 74 concernant l'hébergement/logement, 62 pour la situation professionnelle, 54 pour la situation familiale.

## IV- LES FAITS DE PROSTITUTION : LIEUX ET FORMES IDENTIFIÉS, RECOURS À LA PROSTITUTION ET PROXÉNÉTISME

Nous avons développé les profils, les parcours de vie et les conditions d'existence des personnes concernées par la prostitution, repérées par les professionnel.les interrogé.es. Dans cette partie, il s'agit de les replacer dans le système qui les exploite, en nous intéressant aux faits de prostitution décrits dans au cours du diagnostic partagé ou observables sur Internet.

### A. Zones géographiques de prostitution connues



○ → □ Mercator  
 1 à 4 personnes  
 5 à 9 personnes  
 10 à 16 personnes

- Lieux extérieurs : rue, route, forêt, bois
- Lieux privés : appartement, maison, hôtel
- Etablissements de loisirs : bar, club
- Forme de prostitution non précisée

*Cartographie réalisée à partir des entretiens et du questionnaire en ligne.*

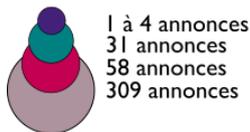
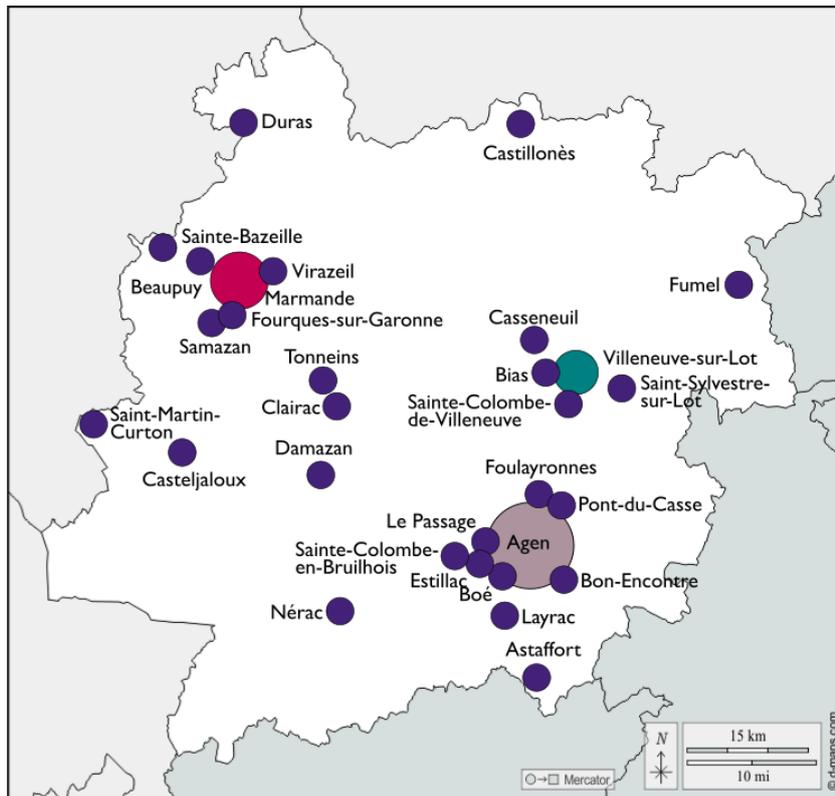
La cartographie présentée ci-dessus permet de visualiser les lieux et les formes de prostitution repérées par les professionnel.les interrogé.es. Sans prétendre à l'exhaustivité, elle donne une première idée, *a minima*, de l'ampleur et de la variabilité des formes prises par la prostitution sur le département. Toutes les personnes en situation de prostitution identifiées ne figurent pas sur la carte. Pour certaines, le lieu de prostitution n'est pas précisé. Pour d'autres, les faits de prostitution se déroulent, ou se sont déroulés, hors du département du Lot-et-Garonne (Gironde, Haute-Garonne, Hérault, Paris, Rhône, autres pays). Il n'est par ailleurs pas pertinent d'ajouter les cercles, des personnes pouvant être concernées par plusieurs formes et/ou lieux de prostitution.

Parmi les situations pour lesquelles la zone géographique de prostitution est connue, et située dans le département, nous pouvons noter une concentration dans les trois plus grosses agglomérations : Agen en premier lieu, Villeneuve-sur-Lot et, dans une moindre mesure, Marmande. Les aires urbaines de ces trois villes rassemblant à elles seules près de la moitié des habitant.es du département, il est tout à fait probable que cela corresponde en partie à la réalité. Il convient toutefois de relativiser la portée de notre cartographie : les services sociaux et médico-sociaux y étant, eux aussi, majoritairement concentrés, cela favorise de fait le repérage dans ces zones.

Il apparaît ici intéressant de mettre en regard cette première cartographie avec celles des annonces d'offre de prostitution répertoriées sur Internet. Là encore, une concentration nette peut être observée à Agen, avec 84% des annonces, puis à Marmande (16%) et Villeneuve-sur-Lot (8%)<sup>23</sup>. Malgré tout, nous avons répertorié au total 27 communes comptabilisant entre 1 et 4 annonces au moment de notre diagnostic. Parmi celles-ci figurent des localités très rurales. La prostitution est ainsi susceptible de concerner tout le territoire bien que dans des ampleurs variables.

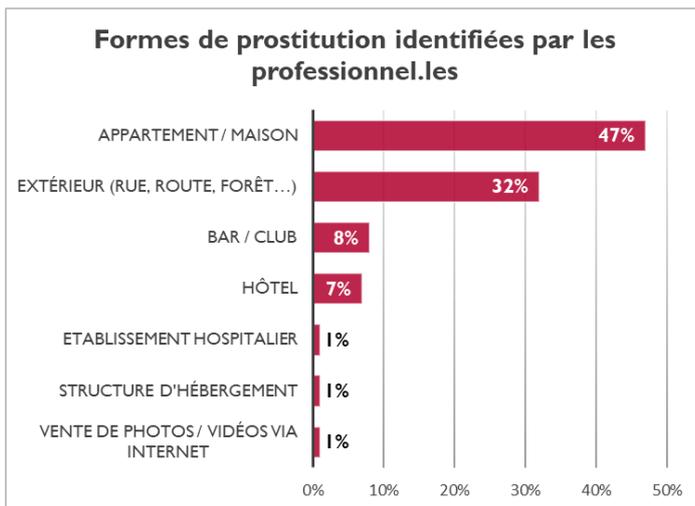
---

<sup>23</sup> On notera ici que certaines annonces concernent plusieurs villes, ce qui explique le total supérieur à 100% ou à 366 annonces.



Cartographie réalisée à partir des 366 annonces d'offre de prostitution répertoriées sur Internet.

### B. Formes de prostitution identifiées



Les formes de prostitution auxquelles nous nous référons ici correspondent à différentes facettes du système prostitutionnel. Elles ne diffèrent pas dans leur nature (l'achat du corps d'une personne à des fins d'exploitation sexuelle), ni dans leurs conséquences sur les personnes achetées. La distinction se situe au niveau des lieux de mise en lien avec les « clients » et/ou de passe. Les formes peuvent être classées en

deux grandes catégories : la « prostitution visible » et la « prostitution discrète ». La prostitution est qualifiée de visible lorsque les faits ont lieu à l'extérieur : rue, route, parking, forêt... Elle est dite discrète quand elle se déroule dans des lieux clos : appartement ou hôtel, avec une mise en relation passant souvent par Internet, mais aussi bar, club, structure d'hébergement...

La majorité des situations de prostitution identifiées dans ce diagnostic relèvent d'une prostitution discrète, avec 64% des faits décrits par les professionnel.les. Près d'un tiers des personnes repérées (32%) restent tout de même concernées par de la prostitution visible. Ces proportions sont à prendre avec précaution vue le nombre de faits ayant eu lieu hors du département.

### *1. La prostitution visible*

En échangeant avec les partenaires du territoire, nous avons pu constater qu'il n'existait pas de grand lieu concentrant une prostitution visible dans le département. Pour autant, la prostitution dans des lieux extérieurs n'a pas totalement disparu du Lot-et-Garonne. Les professionnel.les décrivent ainsi des situations de personnes, abordées par des « clients » dans la rue, en bord de route ou dans des zones boisées sur les communes d'Agen, Villeneuve-sur-Lot, Bon-Encontre ou Nérac. Ces personnes sont des femmes françaises, plutôt dans les tranches d'âge 36-45 ans et 46-55 ans, des jeunes mineur.es de moins de 15 ans, des hommes étrangers en situation administrative précaire. Les passes peuvent avoir lieu dans les voitures ou au domicile des « clients ».

Notons que les lieux de rencontre et de drague extérieurs, gays et/ou hétérosexuels, ont suscité des interrogations de la part de plusieurs professionnel.les quant à la présence potentielle de « clients » et de personnes en situation de prostitution. Une trentaine de ces lieux peut être répertorié sur Internet, sur l'ensemble du département. Tout comme les établissements libertins que nous évoquerons plus loin, il ne s'agit pas ici de dire qu'ils sont nécessairement concernés par des faits de prostitution mais plutôt d'attirer l'attention sur le risque prostitutionnel qu'ils peuvent engendrer.

### *2. La prostitution dans les appartements et maisons*

La prostitution discrète se déroule principalement dans des appartements et maisons, avec une prise de contact et de rendez-vous par les « clients » passant très souvent par Internet (*voir IV-C-2- Modalités de prise de contact avec les personnes en situation de prostitution*). Cette forme de prostitution représente près de la moitié des situations repérées (47%).

Plusieurs profils de personnes concernées ressortent des entretiens et du questionnaire en ligne :

- Tout d'abord, et ceci apparaît également dans notre diagnostic Internet, des femmes étrangères,

originaires principalement d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, ainsi que des jeunes françaises, de passage pour quelques jours à quelques semaines dans le département. Celles-ci seraient en situation de prostitution dans des logements en location de courte durée. Des appartements dédiés à la prostitution ont par ailleurs été signalés par des associations sur le marmandais. Ceux-ci pourraient abriter à la fois des réseaux sud-américains et des réseaux français.

- Des femmes françaises, isolées avec enfants à charge, ou prostituées par leur conjoint. Contrairement aux personnes précédentes, celles-ci habitent le Lot-et-Garonne, y compris en zone rurale. Les passes se dérouleraient à leur domicile ou à celui des « clients ».
- Dans une moindre mesure, un partenaire évoque des jeunes femmes étudiantes, en situation de précarité, situées sur Agen.

Parallèlement à ces situations, la prostitution en appartement ou en maison est aussi le fait de « clients » hébergeur, proposant un toit à des femmes, et hommes, en errance. Notons ici que près d'un tiers des faits décrits par les professionnel.les (32%) impliquent des contreparties à l'acte sexuel qui ne sont pas financières. Dans la moitié des cas la prostitution a lieu contre hébergement. Les autres formes de contreparties énoncées par les professionnel.les sont variées : nourriture, douche, cigarettes, drogue...

### 3. Les autres formes de prostitution discrète

D'autres lieux de prostitution discrète apparaissent dans le diagnostic partagé. Les établissements de loisirs, tels que des bars, clubs ou boîtes de nuit, sont cités dans 8% des situations. Les professionnel.les décrivent en particulier des clubs échangistes au sein desquels des femmes sont prostituées par leur conjoint proxénète. Une recherche Internet fait apparaître quatre établissements que l'on pourrait qualifier de « à haut risque prostitutionnel » sur le département, à Agen, Boé et Marmande : deux saunas libertins, un club libertin et un sex-shop disposant de cabines. L'un d'eux est explicitement cité dans une annonce Internet de notre échantillon. Parmi les lieux à « haut risque prostitutionnel », il convient d'ajouter les salons de massage. Bien que cela ne soit pas remonté au cours de notre diagnostic partagé, la presse quotidienne régionale relate l'interpellation des gérants de deux établissements de massage exploitant des femmes chinoises, à Agen et Montauban, en juillet 2022<sup>24</sup>.

Les hôtels sont ensuite mentionnés dans 7% des situations. Nous manquons de précisions sur leur localisation. Comme pour les établissements recensés ci-dessus, ils posent toutefois la question du proxénétisme et de la sensibilisation des gérant.es et propriétaire à cette question (voir V- Pistes d'action à destination de la CDLP).

<sup>24</sup> Voir par exemple : La Dépêche du midi, 1er juillet 2022, « A Montauban et à Agen, des salons de massage proposaient des prestations sexuelles, les gérants interpellés »

Enfin, des faits de prostitution au sein ou aux abords d'établissements institutionnels ont été rapportés par plusieurs acteurs. Nous avons déjà évoqué la présence de « clients » devant certaines structures d'accueil ou d'hébergement. Un.e professionnel.le de santé a également fait remonter l'existence de formes de prostitution « ponctuelles mais arrivant de manière régulière », en échange d'objets ou de nourriture notamment, dans les établissements hospitaliers recevant des personnes en situation de handicap mental ou sujettes à des troubles psychiatriques. Celles-ci peuvent être concernées par la prostitution aussi bien en tant que « clients » que comme victimes.

### C. Recours à la prostitution<sup>25</sup>

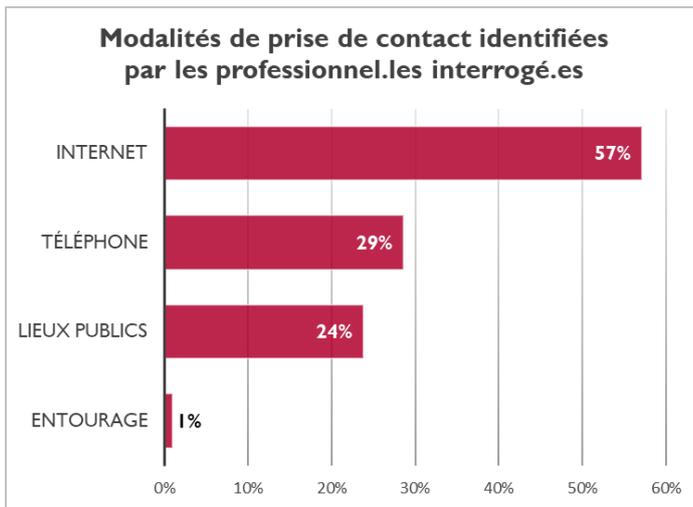
#### I. Les « clients » : une très grande majorité d'hommes

Le diagnostic mettant en priorité la focale sur les personnes en situation de prostitution, nous disposons de moins d'informations concernant celles ayant recours à la prostitution, autrement dit les « clients » ou acheteurs d'actes sexuels. Quelques éléments ressortent malgré tout des réponses au questionnaire et entretiens, ainsi que de l'analyse des annonces sur Internet.

Comme dans l'ensemble des diagnostics réalisés jusqu'à présent, nous pouvons noter l'absence d'un profil type de « clients » en Lot-et-Garonne. Les professionnel.les décrivent successivement : « des hommes rencontrés sur les réseaux sociaux », « des clients dans son environnement », « des hommes âgés isolés », « des jeunes qui se vantent d'être clients », « des hommes passant en voiture et proposant de l'argent », « des hommes hébergeurs eux-mêmes en situation de précarité »... Un point se dégage tout de même de ces situations *a priori* éclectiques : les acheteurs d'actes sexuels sont en très grande majorité des hommes, y compris lorsque les victimes sont elles-mêmes des hommes. Aucun partenaire n'a fait remonter de situations de femmes « clientes ». L'analyse des annonces Internet va dans le même sens : 98% d'entre-elles s'adressent à des hommes, dont 90% exclusivement.

<sup>25</sup> Le code pénal définit le recours à la prostitution comme « le fait de solliciter, d'accepter ou d'obtenir des relations de nature sexuelle d'une personne qui se livre à la prostitution, y compris de façon occasionnelle, en échange d'une rémunération, d'une promesse de rémunération, de la fourniture d'un avantage en nature ou de la promesse d'un tel avantage. » (article 661-1)

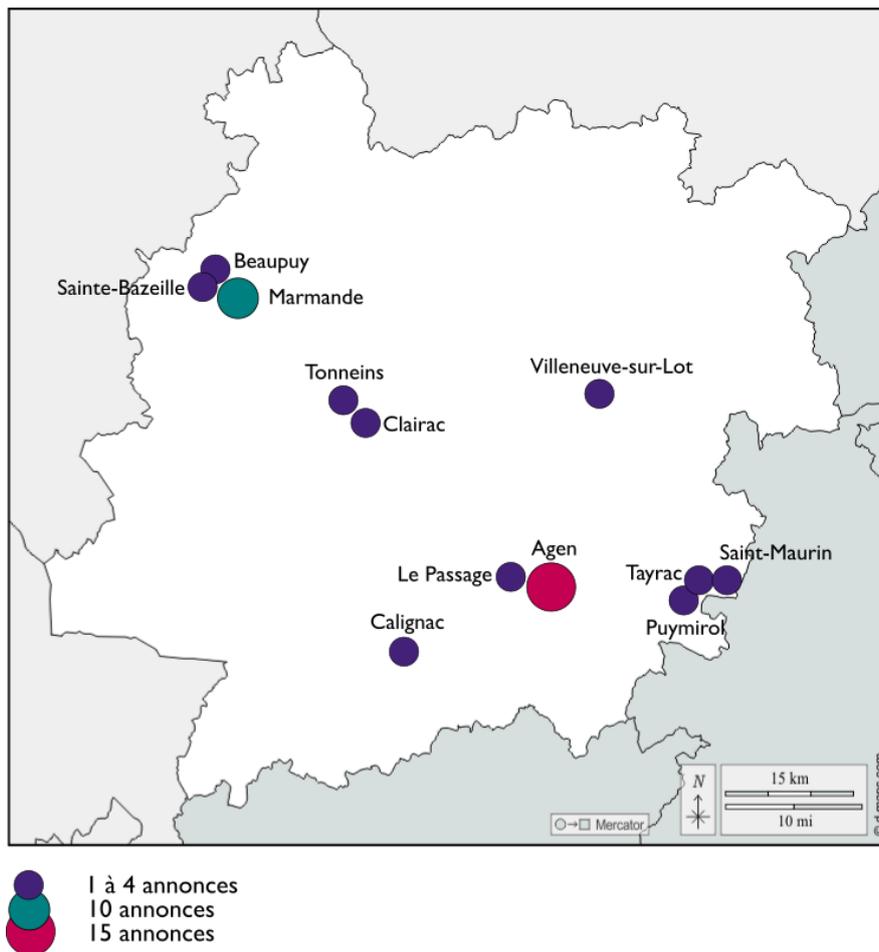
## 2. Modalités de prise de contact avec les personnes en situation de prostitution



D'après les professionnel.les interrogé.es, les « clients » ont d'abord recours à la prostitution via Internet (57%) puis par téléphone (29%). Dans près d'un quart des cas (24%), les acheteurs d'acte sexuel abordent les personnes en situation de prostitution directement dans des lieux publics.

Lors de notre diagnostic Internet, nous avons pu constater que les « clients » étaient très visibles sur les sites étudiés. Sur les sites « catalogues d'escort », ils évaluent et commentent les profils des personnes en situation de prostitution. Leurs avis, précédés d'un pseudo, sont très souvent visibles et consultables publiquement sous la fiche de chaque « escort ». Sur les sites de petites annonces et de rencontres, leurs annonces de demandes côtoient celles des offres de personnes en situation de prostitution. Sur le seul site de petites annonces généraliste g-trouve.com, nous avons répertorié 41 annonces de demande de prostitution entre les mois de mars et mai 2023<sup>26</sup>. D'après les informations de profil déclarées, toutes ces annonces ont été rédigées par des hommes, d'âges variés, localisés dans 12 communes du département. Les formulations, plus ou moins explicites, laissent généralement peu de doutes sur l'intention de leurs auteurs (voir captures d'écran ci-dessous).

<sup>26</sup> Le chiffre que nous faisons apparaître ici est celui des différentes annonces répertoriées et non celui des « clients » utilisateurs du site : certaines annonces peuvent avoir été rédigées par les mêmes auteurs.



Cartographie réalisée à partir des 22 annonces répertoriées sur le site g-trouve.com.

Nous avons également effectué une simulation sur le tchat coco.gg, régulièrement cité par les professionnel.les de la jeunesse et des forces de l'ordre rencontrés dans les départements d'intervention de l'Amicale du Nid. Dans le cadre de notre diagnostic en Lot-et-Garonne, ce tchat a été mentionné par un partenaire et apparaît dans notre revue de presse puisqu'un homme était jugé au mois de mars 2023 devant le tribunal correctionnel d'Agen pour avoir eu recours à la prostitution d'une mineure rencontrée par ce biais<sup>27</sup>. Coco.gg permet d'accéder à des discussions instantanées et localisées, en entrant ces quelques données : pseudo, âge, sexe, code postal. S'il n'est pas possible de saisir un âge en dessous de 18 ans dans la case correspondante, nous avons pu vérifier qu'un chiffre accolé au pseudo permet de contourner cette interdiction. Pour notre simulation, nous avons utilisé un pseudo évoquant une jeune fille mineure (« Lili15 ») et avons indiqué habiter à Agen. En une vingtaine de minutes seulement et sans autre action de notre part, 39 fenêtres de tchat se sont ouvertes. D'après les informations que nos interlocuteurs avaient eux-mêmes renseignées, 38 d'entre elles provenaient d'hommes, âgés de 27 à 63 ans, originaires dans leur majorité du Lot-et-Garonne, mais aussi de départements limitrophes (Dordogne, Gers, Landes, Tarn-et-Garonne). La majorité montrait un pseudo, un avatar ou des messages à connotation

<sup>27</sup> Sud Ouest, Mathilde Curien, 8 mars 2023, « Je me suis laissé embarqué, j'étais mal, j'avais honte », le client de la prostituée mineure condamné »

sexuelle. Dans 4 cas, les utilisateurs ont explicitement sollicité un acte sexuel tarifé, via leurs messages dans le tchat et/ou leurs pseudos.

Ci-dessous quelques captures d'écran pour illustrer notre propos :

Chjfemme: salut  
Chjfemme: tu recherches quoi ?  
Chjfemme: venale ?

Sebas7: salut combien prends tu?

*Extraits du tchat coco.gg*

Bonjour je suis h marié la cinquantaine. Je recherche une sexfriend vénale (ou pas) pour rencontré régulière. En semaine. Je ne peux pas recevoir

Homme proche quarantaine, au tempérament doux, cherche une étudiante ou une femme occasionnelle pour partager des bons moments de complicité teintés de bonne humeur contre une aide.

*Extraits du site de petites annonces g-trouve.com*

les photos sont bien conforme, la prestation était parfaite, j'ai passé un super moment. encore merci ma belle.

Vu une fois, presta correcte fais le job.

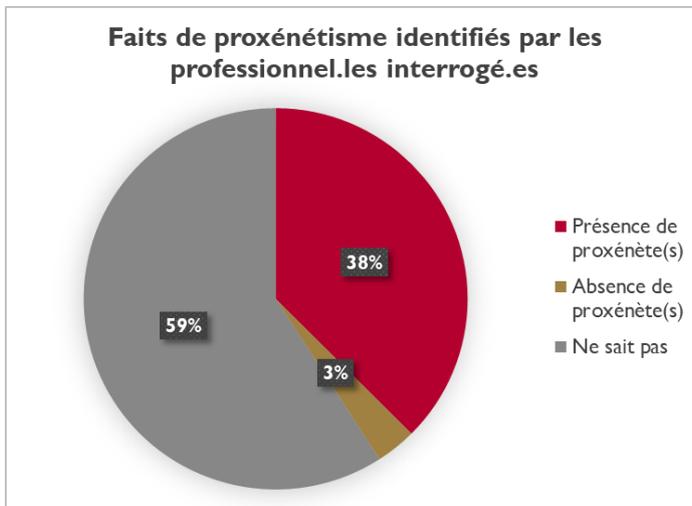
*Extraits du site « catalogue d'escorts » sexemodel.com*

Pour terminer ce focus sur le recours à la prostitution via Internet, nous souhaitons préciser que la prise de contact aboutit généralement à une rencontre physique entre le « client » et la personne en situation de prostitution. Toutefois, une des situations décrites en entretien concerne une jeune fille dont des photos et vidéos à caractère sexuel ont été achetés via Internet, sans qu'il y ait de contact physique avec l'acheteur. Les actes sexuels sont ici réalisés à distance. Ce type de situation, que nous rencontrons assez régulièrement dans nos échanges avec des professionnelles intervenant auprès des jeunes, renvoie notamment à l'apparition dans les années 2015-2020 de sites permettant l'achat de contenu personnalisé, à caractère sexuel, à grande échelle. Ces plateformes ont pris de l'ampleur durant les confinements liés à la pandémie de COVID-19 et rendent, selon nous, obsolète la définition jurisprudentielle de la prostitution de 1996, exigeant qu'il y ait un contact physique avec autrui<sup>28</sup>. Il nous semble important de prendre en compte ce contexte dans la définition de politiques publiques relatives au système prostitutionnel dans le département.

<sup>28</sup> Cour de Cassation, Chambre criminelle, du 27 mars 1996, 95-82.016 : « la prostitution consiste à se prêter, moyennant une rémunération, à des contacts physiques de quelque nature qu'ils soient, afin de satisfaire les besoins sexuels d'autrui ». Cette décision a été reprise par la Cours de Cassation en 2022 (Cour de cassation, Chambre criminelle, 18 mai 2022, 21-82.283).

## D. Proxénétisme<sup>29</sup> et traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle<sup>30</sup>

### I. Des faits de proxénétisme pas forcément bien identifiés



Les professionnel.les interrogé.es apparaissent prudent.es quant à l'identification de faits de proxénétisme dans les situations qu'elles.ils ont repérées. Dans 59% des cas, elles.ils déclarent ne pas savoir s'il y a ou non du proxénétisme. Des faits de proxénétisme sont rapportés dans plus d'un tiers des cas (38%) et l'absence de proxénétisme dans seulement 3% des situations. Nous faisons l'hypothèse que la mise en place de sensibilisations et formations sur le système prostitutionnel à destination des professionnel.les permettrait d'identifier davantage de faits. Cette identification apparaît essentielle pour accompagner au mieux les personnes victimes dans l'accès aux droits et la sortie de l'emprise, à condition de moyens suffisants pour assurer leur mise à l'abri et la poursuite de leurs agresseurs (voir V- Pistes d'action à destination de la CDLP).

<sup>29</sup> Le code pénal définit le proxénétisme comme « le fait, par quiconque, de quelque manière que ce soit :

1° D'aider, d'assister ou de protéger la prostitution d'autrui ;

2° De tirer profit de la prostitution d'autrui, d'en partager les produits ou de recevoir des subsides d'une personne se livrant habituellement à la prostitution ;

3° D'embaucher, d'entraîner ou de détourner une personne en vue de la prostitution ou d'exercer sur elle une pression pour qu'elle se prostitue ou continue à le faire. » (article 225-5)

<sup>30</sup> Le code pénal définit la traite des êtres humains comme « le fait de recruter une personne, de la transporter, de la transférer, de l'héberger ou de l'accueillir à des fins d'exploitation dans l'une des circonstances suivantes :

1° Soit avec l'emploi de menace, de contrainte, de violence ou de manœuvre dolosive visant la victime, sa famille ou une personne en relation habituelle avec la victime ;

2° Soit par un ascendant légitime, naturel ou adoptif de cette personne ou par une personne qui a autorité sur elle ou abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions ;

3° Soit par abus d'une situation de vulnérabilité due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, apparente ou connue de son auteur ;

4° Soit en échange ou par l'octroi d'une rémunération ou de tout autre avantage ou d'une promesse de rémunération ou d'avantage.

L'exploitation mentionnée au premier alinéa du présent I est le fait de mettre la victime à sa disposition ou à la disposition d'un tiers, même non identifié, afin soit de permettre la commission contre la victime des infractions de proxénétisme, d'agression ou d'atteintes sexuelles, de réduction en esclavage, de soumission à du travail ou à des services forcés, de réduction en servitude, de prélèvement de l'un de ses organes, d'exploitation de la mendicité, de conditions de travail ou d'hébergement contraires à sa dignité, soit de contraindre la victime à commettre tout crime ou délit. » (article 225-4-1)

## 2. Des proxénètes majoritairement issus de l'entourage des victimes

Parmi les 38% de situations pour lesquelles des faits de proxénétisme sont déclarés, les proxénètes sont issus de l'entourage des victimes dans 58% des cas. Cette proportion ne semble pas surprenante lorsqu'on la compare à d'autres formes de violences sexistes et sexuelles : les agresseurs sont, dans la majorité des cas, connus des victimes. Dans notre contexte, ils proviennent du réseau amical de la personne concernée par la prostitution dans un quart des situations (24%), en particulier dans le cadre de la prostitution des mineur.es. Ce sont ensuite des conjoints ou petits-amis (15%), d'autres membres de la famille (12%) et des membres du voisinage (1%).

## 3. Des faits de proxénétisme de plusieurs ordres

En lien avec le paragraphe ci-dessus, nous pouvons tout d'abord signaler du proxénétisme conjugal ou intrafamilial, dans au moins 10 situations décrites par les professionnel.les interrogé.es. Celles-ci concernent des femmes majeures mais également des filles mineures exploitées par un petit-ami ou un membre de leur famille.

Le proxénétisme sur des mineures et jeunes majeures françaises peut également prendre des formes plus étendues avec des réseaux franco-français dont le degré d'organisation varie. Parmi les situations remontées lors du diagnostic partagé mais aussi dans la revue de presse nous pouvons noter un recrutement qui peut passer par le groupe de pairs (notamment des jeunes filles hébergées dans les mêmes foyers de protection de l'enfance, qui sont ou ont été elles-mêmes en situation de prostitution) et, dans une moindre mesure, par les réseaux sociaux. Ces réseaux de proxénétisme semblent, dans leur majorité, plutôt mobiles. Ils ont régulièrement des liens avec Bordeaux, Toulouse et Paris, et peuvent être de passage en Lot-et-Garonne sans y être implantés, avec des annonces postées sur Internet à destination des « clients ». Des connexions avec des réseaux internationaux ne sont par ailleurs pas à exclure puisque des professionnel.les ont signalé des lieux de prostitution qui semblent abriter à la fois des réseaux français de proxénétisme sur des jeunes filles, dont des mineures, et des réseaux d'Amérique latine exploitant des femmes majeures. Cette hypothèse est cohérente avec nos observations sur Internet, au cours desquelles nous avons noté une concentration importante d'annonces de jeunes femmes françaises et sud-américaines dans la même ville au même moment. Parallèlement, la présence de réseaux plus locaux apparaît également avec, par exemple, l'interpellation d'un couple lot-et-garonnais exploitant deux jeunes femmes vulnérables, sous couvert de libertinage, rapportée par la presse quotidienne régionale en 2019<sup>31</sup>.

Concernant les réseaux de traite internationale, trois types de situations ressortent :

<sup>31</sup> Voir par exemple : Le Républicain Lot-et-Garonne, Christophe Cibola, 24 octobre 2019, « Viols et proxénétisme sur fond de libertinage et pratique sadomasochiste en Lot-et-Garonne : un couple interpellé et mis en examen »

- Des réseaux nigériens qui ne sont généralement pas implantés en Lot-et-Garonne mais dans d'autres départements (en Gironde notamment mais aussi à Paris ou à Lyon). Les victimes de ces réseaux arrivent sur le territoire lors des démantèlements ou après avoir fui leurs exploiters.
- Des réseaux chinois présents dans des salons de massage, avec un démantèlement et la fermeture administrative de deux établissements à Agen et Montauban en 2022.
- Des réseaux sud-américains et, dans une moindre mesure, est-européen de passage dans le département. Ceux-ci sont mentionnés par les partenaires rencontrés lors de nos entretiens et sont également visibles sur Internet.

Bien que plus discrets que les « clients », plusieurs éléments pointent vers la présence de proxénètes sur les différents sites que nous avons étudiés. Sur les sites spécialisés ou « catalogues d'escort », la systématisme avec laquelle les fiches sont remplies, l'annonce de dates de tournées internationales, la rédaction en plusieurs langues... laissent peu de doute sur le fait qu'il s'agit d'une prostitution gérée par des réseaux bien organisés. Sur les sites de petites annonces et de rencontres, leur présence peut être supposée à travers un faisceau d'indices laissant penser que la prostitution est gérée par des personnes autres que la personne en situation de prostitution elle-même. Dans l'échantillon d'annonces que nous avons analysé en Lot-et-Garonne, 29% présentaient des indices de proxénétisme, tels que : des numéros de téléphones, une rédaction ou des photos similaires, des incohérences dans la description des personnes, des indications de disponibilité 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24... *(une liste plus précise du faisceau d'indices établi lors de notre diagnostic Internet dans quatre départements d'Ile-de-France est disponible en annexe 5).*

Comme évoqué plus haut, la prostitution de passage des réseaux internationaux comme franco-français a surtout lieu dans des appartements et maisons loués pour de courtes durées. Cela pose la question du proxénétisme hôtelier<sup>32</sup> pour celles et ceux mettant à disposition des logements à cet effet. En avril 2023, deux personnes ont été condamnées par le Tribunal judiciaire d'Agen pour avoir sous-loué des appartements à Marmande à des personnes en situation de prostitution majoritairement espagnoles et sud-américaines<sup>33</sup>. Vu les éléments remontés dans notre diagnostic, et les constats au niveau national effectués par l'OCRTEH<sup>34</sup>, concernant l'importance de la prostitution logée, il nous semble important de porter une vigilance particulière à cette forme de proxénétisme.

---

<sup>32</sup> Le code pénal définit le proxénétisme hôtelier comme « le fait, par quiconque, agissant directement ou par personne interposée :  
 1° De détenir, gérer, exploiter, diriger, faire fonctionner, financer ou contribuer à financer un établissement de prostitution ;  
 2° Détenant, gérant, exploitant, dirigeant, faisant fonctionner, finançant ou contribuant à financer un établissement quelconque ouvert au public ou utilisé par le public, d'accepter ou de tolérer habituellement qu'une ou plusieurs personnes se livrent à la prostitution à l'intérieur de l'établissement ou de ses annexes ou y recherchent des clients en vue de la prostitution ;  
 3° De vendre ou de tenir à la disposition d'une ou de plusieurs personnes des locaux ou emplacements non utilisés par le public, en sachant qu'elles s'y livreront à la prostitution ;  
 4° De vendre, de louer ou de tenir à la disposition, de quelque manière que ce soit, d'une ou plusieurs personnes, des véhicules de toute nature en sachant qu'elles s'y livreront à la prostitution. » (article 225-10)

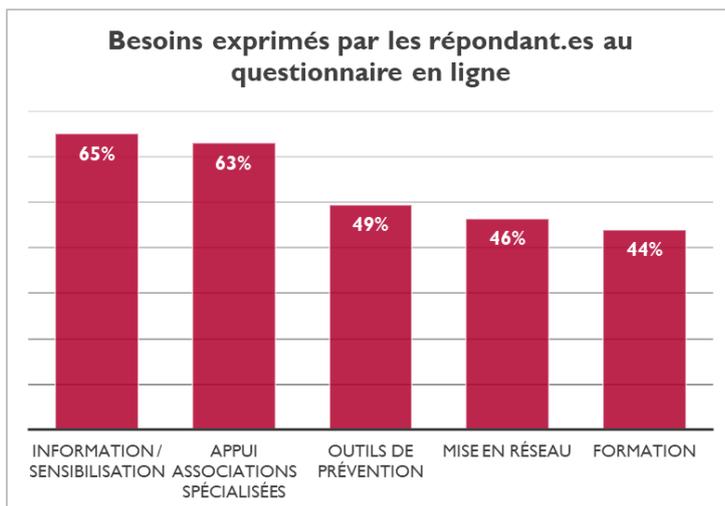
<sup>33</sup> Voir notamment : Le Petit Bleu d'Agen, Stéphane Bersauter, 7 avril 2023, « Lot-et-Garonne : un couple arrondissait ses fins de mois en sous-louant des appartements à des prostituées »

<sup>34</sup> Direction centrale de la police judiciaire, Sous-direction de la lutte contre la criminalité organisée, Office central pour la répression de la traite des êtres humains, *Bilan annuel 2021*.

## **V- PISTES D'ACTION A DESTINATION DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LUTTE CONTRE LA PROSTITUTION, LE PROXÉNÉTISME ET LA TRAITE**

Le diagnostic partagé nous a permis de poser l'hypothèse basse de 88 personnes en situation de prostitution probable ou avérée sur la période 2019-2022. D'après notre diagnostic Internet, 274 personnes pourraient avoir été en situation de prostitution via des annonces en ligne au moment de notre étude (juillet à octobre 2022). Ces chiffres, qui sous-estiment sans doute la réalité, viennent confirmer la pertinence d'agir au niveau départemental pour lutter contre le système prostitutionnel.

Au-delà de la cartographie du phénomène, le diagnostic avait aussi pour objectif de recenser les ressources existantes et les besoins des partenaires du territoire. 84% des répondant.es au questionnaire ont déclaré être insuffisamment outillé.es pour prévenir, repérer, aborder le sujet de la prostitution avec les personnes concernées et les accompagner. Elles/ils ont exprimé notamment des besoins en termes d'information et de formation, de soutien, d'outillage pour agir en prévention et de partenariat.



Ce recueil de besoin nous a permis de formuler 18 pistes d'action, réparties en 7 grands axes, à présenter à la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle (CDLP). Il s'agit de préconisations que nous espérons concrètes et réalistes, dans le contexte lot-et-garonnais tel qu'il existe au moment de notre diagnostic.

### **Axe I : Diagnostic, connaissance du phénomène**

- I. Approfondir le diagnostic, notamment sur la prostitution des mineur.es et la prostitution en milieu rural

Ce diagnostic aura permis de réaliser une première synthèse des observations de terrain des partenaires et de l'étude des annonces Internet concernant le système prostitutionnel en Lot-et-Garonne. Plusieurs aspects nous sembleraient cependant intéressants à approfondir, à commencer par la question de la prostitution des jeunes, notamment des mineur.es.

Avec 32% des personnes en situation de prostitution identifiées au cours du diagnostic âgées de 18 à 25 ans, et 24% de mineur.es, le département n'échappe pas à cette problématique. Alors qu'un plan interministériel de lutte contre la prostitution des mineur.es a été publié en novembre 2021, un état des lieux dédié pour mieux appréhender le phénomène pourrait permettre de décliner ce plan au niveau départemental. Un tel projet devrait être conduit en partenariat avec le Conseil départemental, l'Education nationale, la Protection judiciaire de la jeunesse, les associations de prévention spécialisée ou encore les Missions locales et l'Université. Nous notons dans ce premier diagnostic que l'identification des situations varie de manière importante en fonction des structures interrogées : certaines font remonter jusqu'à 10 situations alors que d'autres indiquent n'en avoir repéré aucune. Pourtant, ces différents services sont susceptibles de travailler avec les mêmes jeunes. Une sensibilisation aux mécanismes du système prostitutionnel et aux indicateurs de repérage pourrait dès lors constituer une première étape intéressante pour s'assurer de la qualité du recueil de données.

La prostitution en milieu rural, dans un département où 14% de la population vit dans une commune hors de l'aire d'attraction de l'une des trois grandes agglomérations du département<sup>35</sup>, serait selon nous un autre sujet à approfondir. La majorité des situations remontées au cours du diagnostic partagé concerne les villes d'Agen et, dans une moindre mesure, de Villeneuve-sur-Lot et Marmande. Il en va de même pour les annonces Internet. Pour autant, 27 autres communes sont citées dans les annonces et notre brève étude de sites fréquentés par des acheteurs d'actes sexuels font apparaître d'autres localités encore. Au niveau du diagnostic partagé, quelques situations sont également remontées en milieu rural. Cependant, plusieurs professionnel.les ont souligné la difficulté à qualifier les situations de prostitution dans ces zones géographiques, évoquant des « rumeurs » et des « on-dit » plutôt que des faits objectifs. Une étude ciblée pourrait être utile pour mieux connaître cet aspect du système prostitutionnel.

## 2. Inclure la question de la prostitution dans les outils de recueil de données des publics accueillis à destination des financeurs

Au-delà d'études ponctuelles, la question se pose d'un recueil de données actualisées auprès des structures susceptibles de recevoir des personnes concernées par la prostitution. Comme indiqué par des acteurs rencontrés en entretien, il n'existe généralement pas d'item en lien avec la prostitution dans les outils de bilan d'activités. De ce fait, il a parfois été difficile pour les partenaires de fournir des éléments chiffrés précis. Intégrer le sujet de la prostitution, comme cela peut déjà se faire pour d'autres formes de violences sexistes et sexuelles (violences conjugales en premier lieu), permettrait une remontée d'information annuelle aux financeurs. Il s'agit ici de pérenniser l'objectivation du phénomène mais aussi de lui donner une visibilité, comme objet de politique publique, dans le champ institutionnel.

<sup>35</sup> Insee, Laurent Zambon, 2021, « Lot-et-Garonne, confluence de l'agriculture et de l'industrie – Les départements de Nouvelle-Aquitaine à grands traits », *Insee Analyse Nouvelle-Aquitaine n° 108*.

## **Axe 2 : Prévention**

3. **Intégrer la question de la prostitution dans les actions de prévention existantes auprès des jeunes**  
 Vue, encore une fois, la proportion de jeunes parmi les personnes en situation de prostitution identifiées, des actions de prévention ciblées à destination de ce public apparaissent nécessaires. L'objectif est d'intervenir en amont du système prostitutionnel en prévenant l'entrée dans la prostitution mais aussi le devenir « client » et le devenir proxénète. Les partenaires avec qui nous avons échangé nous ont fait part de différentes initiatives existant déjà en Lot-et-Garonne, en milieu scolaire notamment mais aussi au niveau de l'enseignement supérieur. Celles-ci ne portent généralement pas spécifiquement sur la prostitution mais peuvent constituer une porte d'entrée pour amener le sujet. Nous pensons ici en particulier aux séances de prévention consacrées à la vie sexuelle et à affective, aux violences sexistes et sexuelles ou à l'égalité filles-garçons, dans lesquelles s'inscrit tout à fait la question du système prostitutionnel.

4. **Former et outiller les animateur.ices de prévention sur le sujet de la prostitution**  
 Pour cela, et vue les ressources déjà existantes sur le département, former et outiller les professionnel.les intervenant auprès des jeunes (infirmier.es scolaires, chargé.es de prévention des associations, gendarmes de la Maison de protection des familles...) sur la question du système prostitutionnel nous apparaît pertinent. 49% des répondant.es au questionnaire en ligne déclarent avoir besoin d'outils de prévention pour travailler sur le sujet de la prostitution avec leurs publics. De tels outils ont été développés par les associations spécialisées et peuvent être mis à disposition<sup>36</sup>, ou transmis au moyen de formations et de sensibilisations lorsque leur utilisation nécessite d'être accompagnée, afin de multiplier le nombre de professionnel.les de la prévention en capacité d'aborder ce sujet. La question de la coordination des actions de prévention à destination des jeunes a par ailleurs été soulevée par les acteurs siégeant à la CDLP. La Préfecture a précisé à ce sujet qu'un recensement plus précis des structures intervenant en prévention devrait être initié à l'échelle du département, avant la mise en place d'une réunion rassemblant institutions, associations et collectivités territoriales.

5. **Mettre en place des actions collectives à destination des publics les plus vulnérables**  
 Si l'on regarde les différents facteurs de vulnérabilité évoqués plus haut, et les éléments de profils décrits par les professionnel.les interrogé.es, un deuxième niveau de prévention, plus ciblé, pourrait être mis en place à destination de publics particulièrement exposés au risque prostitutionnel. Des actions collectives seraient à envisager par exemple dans les foyers de protection de l'enfance (aide sociale à l'enfance, protection judiciaire de la jeunesse et associations habilitées), les institutions accueillant des personnes en situation de handicap mental, les structures accompagnant et hébergeant des femmes victimes de violences et/ou des demandeur.euses d'asile...

<sup>36</sup> Le projet « Je n'suis pas à vendre ! », développé par l'Amicale du Nid, propose par exemple des ressources mobilisables en prévention sur le sujet de la prostitution et, plus largement, de l'égalité filles-garçons et des violences sexistes et sexuelles. Un grand nombre d'entre elles sont accessibles à toutes et tous sur le site [jenesuispasavendre.org](http://jenesuispasavendre.org).

**Axe 3 : Formation, sensibilisation****6. Sensibiliser les membres de la Commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle**

Au moment de notre diagnostic, 5 personnes en Lot-et-Garonne avaient bénéficié des « Parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle » créés par la loi du 13 avril 2016. Ces parcours permettent un accompagnement renforcé et l'ouverture de droits spécifiques (autorisation provisoire de séjour donnant droit au travail, aide financière à l'insertion sociale) pour sortir du système prostitutionnel. Des points de vigilance ont cependant pu être soulevés par des acteurs interrogés concernant les conditions d'accès au dispositif et le maintien des droits des personnes durant le parcours et à la fin de celui-ci.

Cette situation n'est pas spécifique au Lot-et-Garonne. En avril 2022, le Ministère de l'intérieur a publié une instruction relative à l'ouverture des droits dans le cadre du parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle<sup>37</sup>. Celle-ci faisait notamment suite à des inquiétudes exprimées par les associations agréées pour porter les PSP quant à la mise en œuvre du dispositif sur l'ensemble du territoire national. Elle rappelle les critères d'accès au PSP fixés par la loi et comprend, par exemple, la réunion de la commission à périodicité régulière pour favoriser le développement des PSP ou la délivrance dans les meilleurs délais des APS afin d'éviter les ruptures de droits. Elle prévoit également la formation ou la sensibilisation des membres des CDLP. Une telle action serait complémentaire au diagnostic, afin de créer une compréhension partagée du phénomène prostitutionnel et de fluidifier le fonctionnement des PSP sur le département.

**7. Poursuivre l'information sur le dispositif PSP à destination des structures susceptibles de repérer des personnes concernées par la prostitution et/ou d'intervenir dans le cadre de l'accompagnement social global de ces personnes**

Le dispositif PSP apparaît encore relativement mal connu en Lot-et-Garonne. 58% des répondant.es au questionnaire en ligne déclarent par exemple ne pas avoir connaissance de l'association agréée pour porter le dispositif (CILIOHPAJ). Au-delà des institutions siégeant à la commission, il nous semblerait donc important de poursuivre l'information sur le PSP, et plus généralement les droits des personnes victimes du système prostitutionnel, à l'ensemble des partenaires pouvant repérer et orienter des personnes concernées. Cette communication pourrait notamment s'appuyer sur une (re)diffusion large du flyer « Lutte contre le système prostitutionnel en Lot-et-Garonne » produit par la Préfecture.

Par la suite, des liens partenariaux gagneraient à être développés auprès des institutions susceptibles d'intervenir dans les démarches des personnes en situation de prostitution afin de créer des passerelles

<sup>37</sup> INSTRUCTION N° DGCS/SDFE/DGEF/DIMM/2022/7 2022 du 13 avril 2022 relative à l'ouverture des droits dans le cadre du parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle

pour les faciliter. Nous pensons ici par exemple à la Sécurité Sociale, la Caisse d'Allocation Familiale (CAF), le Pôle Emploi mais aussi les bailleurs sociaux ou encore les banques.

#### 8. Mettre en place des modules de sensibilisation et de formation à destination des professionnel.les susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution

Les trois quarts des répondant.es au questionnaire en ligne (75%) déclarent n'avoir jamais suivi de formation sur le sujet de la prostitution. Hors associations ayant développé une action spécifique à destination des personnes concernées par la prostitution (CILIOHPAJ), le besoin de connaissance et d'outillage sur le sujet de la prostitution est partagé par les professionnel.les avec qui nous avons échangé en entretien. Proposer des modules de sensibilisation et de formation à un rythme régulier, une à deux fois par an par exemple, serait une première réponse à ce besoin. Il s'agit d'apporter des pistes pour mieux repérer et aborder le sujet avec les personnes concernées, avant de proposer une orientation et/ou un accompagnement. Des formations inter-professionnelles permettraient aussi de développer l'interconnaissance entre acteurs susceptibles d'intervenir sur les mêmes situations.

Parmi les professionnel.les à cibler en priorité, vue les problématiques remontées au cours du diagnostic, nous pouvons proposer :

- Les travailleurs.euses sociaux.les des centres médico-sociaux et des centres communaux d'action sociale, qui peuvent constituer une porte d'entrée pour les personnes les plus vulnérables sur l'ensemble du territoire ;
- Les associations accompagnant des femmes victimes de violence, vue la prévalence des violences intra-familiales dans les parcours de vie mais aussi l'existence de situations de proxénétisme conjugal ;
- Les acteurs du champ de l'addiction (CAARUD, CSAPA), avec près du quart des personnes en situation de prostitution identifiées par les professionnel.les interrogé.es concerné.es par des consommations d'alcool ou de produits stupéfiants ;
- Les hôpitaux : d'une part la santé constitue très souvent une première accroche pour les personnes en situation de prostitution (la santé sexuelle notamment), d'autre part la prostitution de personnes très vulnérables, en milieu hospitalier, est apparue comme un point de vigilance au cours du diagnostic ;
- Le centre d'accueil des demandeurs d'asile, amené à intervenir auprès de nombreuses personnes exposées aux violences prostitutionnelles et à la traite sur la route migratoire et/ou en France ;
- Les professionnel.les intervenant auprès des jeunes, qui représentent plus de la moitié des personnes identifiées via le questionnaire et/ou les entretiens : protection de l'enfance, éducation nationale, prévention spécialisée, missions locales...
- Les forces de l'ordre, puisqu'une meilleure formation de l'ensemble des acteurs cités ci-dessus pourrait conduire à davantage de remontées en matière de recours à la prostitution, de

proxénétisme et de traite.

#### **Axe 4 : Coordination, partenariat**

##### **9. Décliner la coordination départementale de la politique de lutte contre le système prostitutionnel à l'échelle des territoires**

Des partenaires rencontrés en entretien ont pu nous expliquer que les réseaux partenariaux lot-et-garonnais fonctionnaient plutôt selon des logiques de territoires, correspondant aux trois grandes agglomérations du département : agenais, marmandais et villeneuvois. A la lumière de ces éléments, une déclinaison de la politique de lutte contre le système prostitutionnel à une échelle plus locale pourrait être pertinente. S'appuyer sur les réseaux de partenaires qui existent déjà en matière de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants serait intéressant pour y intégrer la problématique de la prostitution. De manière générale, et à conditions que des moyens adéquats leur soit alloués, nous préconisons de systématiser l'inclusion de la question de la prostitution dans les dispositifs et instances traitant de ces sujets, celle-ci faisant pleinement partie du continuum des violences sexistes et sexuelles.

##### **10. Créer du lien avec les départements limitrophes pour mieux accompagner les victimes**

Parallèlement, le développement de liens partenariaux au-delà du Lot-et-Garonne apparaît aussi à penser, en particulier concernant les territoires limitrophes de la Gironde et de la Haute-Garonne. La politique publique en matière de prostitution se décline principalement à l'échelle départementale, avec l'action des CDLP, or cette départementalisation peut ne pas correspondre à la réalité du système prostitutionnel. Nous avons vu que de nombreuses personnes étaient mobiles et que les villes de Bordeaux et de Toulouse revenaient régulièrement dans les trajectoires, aussi bien des personnes étrangères adultes que des mineures françaises. Des liens existent déjà au niveau des acteurs associatifs se traduisant notamment par des orientations et échanges de ressources avec des structures bordelaises (Ruelle, CEID) ou toulousaines (Amicale du Nid). Envisager des développements à un niveau plus institutionnel pourrait permettre de proposer d'autres relais aux personnes en fonction de leurs déplacements.

#### **Axe 5 : Aller-vers**

##### **11. Intégrer la prostitution dans les actions d'aller-vers existantes**

De notre expérience les personnes en situation de prostitution font peu appel aux services sociaux et de santé et, lorsqu'elles le font, elles évoquent rarement leur vécu prostitutionnel. Aller à leur contact, sur les lieux de prostitution, permet de créer un premier lien dont elles pourront se saisir si elles en ressentent le besoin. Des dispositifs de maraude existent en Lot-et-Garonne. S'ils ne sont pas spécifiquement destinés aux personnes concernées par la prostitution, ils vont vers des publics présentant des vulnérabilités importantes, éloignés de l'accès aux droits et, de fait, surexposés aux risques liés au système prostitutionnel. Certains de ces dispositifs ont d'ailleurs constitué un appui important dans le recueil de

données du diagnostic. Intégrer leurs équipes dans les temps de sensibilisation et de formation serait pertinent pour mieux repérer les personnes en situation de prostitution mais aussi faire de la prévention auprès de celles qui seraient en risque de l'être. Vu la part importante de jeunes identifié.es, ainsi que de personnes en situation de handicap mental ou souffrant de troubles psychiques et la prévalence des violences sexistes et sexuelles repérées dans les parcours de vie, s'appuyer sur les dispositifs de prévention spécialisée, les Equipes mobiles psychiatrie précarité et l'Equipe mobile d'aide (à destination des femmes victimes de violences) de CILIOHPAJ nous semble intéressant pour cette piste d'action.

## 12. Développer des actions d'aller-vers numérique

Au cours de notre diagnostic Internet, nous avons comptabilisé 366 annonces, sur 14 sites Internet. Les partenaires interrogés ont quant à eux fait part d'une majorité de personnes en situation de prostitution dans des appartements ou maisons, avec des sollicitations de « clients » passant par Internet. D'après ces éléments, il apparaîtrait pertinent de transposer les principes d'aller-vers physique dans l'espace numérique. De telles actions ont déjà été engagées dans les départements limitrophes mentionnés ci-dessus : à Bordeaux par le dispositif Poppy de l'association La Case, à Toulouse par Grisélidis et l'Amicale du Nid. En Lot-et-Garonne, un dispositif numérique de prévention à destination des jeunes a par ailleurs été développé, sur d'autres sujets, par la Sauvegarde 47 avec les Promeneurs du Net. Une présence sur Internet régulière, avec des moyens et des temps dédiés à la question de la prostitution, permettrait de maintenir une veille sur d'éventuelles évolutions du phénomène sur le territoire et d'entrer en contact avec des publics peu visibles ailleurs.

## 13. Mettre à disposition des partenaires des supports de communication à destination des personnes concernées par la prostitution

Lors de nos entretiens, plusieurs professionnel.les, au niveau associatif comme des forces de l'ordre, ont évoqué le besoin d'être outillé.es avec des supports de communication, en plusieurs langues, pouvant être affichés dans les bureaux mais aussi mis à disposition des personnes en situation ou en risque de prostitution rencontrées. Il s'agit d'abord d'informer les personnes de leurs droits et des dispositifs existants, afin qu'elles puissent s'en saisir lorsqu'elles en ressentent le besoin.

## **Axe 6 : Accueil, accompagnement**

### 14. Augmenter les moyens de l'association agréée, experte du sujet, afin de proposer un accompagnement spécifique à davantage de personnes et du soutien aux professionnel.les

Au-delà des actions d'aller-vers, il nous apparaît indispensable de permettre, par l'attribution de moyens spécifiques, un développement du service spécialisé de l'association CILIOHPAJ. Le diagnostic a fait émerger un nombre non-négligeable de personnes en situation de prostitution en Lot-et-Garonne : 88 sur la période 2019-2022, d'après les données des acteurs de terrain, et une estimation de 274 d'après notre étude Internet. Pour autant, au moment où nous l'avons rencontrée, CILIOHPAJ ne bénéficiait pas de

financement permettant la création de postes dédiés à l'accompagnement des personnes en situation de prostitution et au soutien des professionnel.les confronté.es à la problématique. Un renforcement du service permettrait de proposer un accueil et un accompagnement spécifiques à davantage de personnes en situation de prostitution, y compris en dehors du dispositif PSP lorsque celui-ci ne correspond pas à leurs besoins ou à leur rythme. La sécurisation de places d'hébergement fléchées nous sembleraient également à envisager, vue l'importance de la mise à l'abri dans l'accompagnement des personnes en situation de prostitution.

#### 15. Développer des dispositifs flexibles pour permettre l'instauration d'un lien de confiance et amorcer l'accompagnement

Le décalage entre les temps institutionnels et le rythme des personnes concernées par la prostitution a été souligné au cours de nos entretiens. Le rythme de vie parfois spécifique des personnes (prostitution pouvant avoir lieu en soirée et/ou la nuit notamment), la présence discontinue sur le territoire, fréquente parmi celles en situation de prostitution via Internet, mais aussi les allers et retours, similaires à ceux observés dans les situations de violences conjugales, liés à l'emprise exercée par les proxénètes et « les clients », sont des contraintes qui peuvent rendre difficilement accessibles les services sociaux et médico-sociaux. Concernant les mineur.es plus particulièrement, nous avons par ailleurs constaté dans les départements où l'Amicale du Nid intervient qu'elles.ils se trouvent très souvent dans une forme d'immédiateté et que s'ils.elles expriment un besoin qui ne peut être répondu au moment T, il pourra être compliqué d'y revenir ultérieurement dans l'accompagnement.

Nous pouvons proposer ici deux pistes d'amélioration. Tout d'abord, recenser et faire connaître les possibilités déjà existantes d'accueil sans rendez-vous au réseau d'acteurs susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution. Ensuite, imaginer des dispositifs flexibles là où ces possibilités apparaissent insuffisantes. Ceux-ci pourraient être intégrés par exemple dans des projets d'équipes mobiles ou d'accueil de jour pluridisciplinaires, proposant généralement un cadre d'intervention moins institutionnalisé.

#### 16. Intégrer la question de la prostitution dans les grilles d'audition des femmes victimes de violences et dans les questionnaires de premier accueil

Une des formes de proxénétisme implantée dans le département et identifiée au cours du diagnostic est le proxénétisme dans le cadre de violences conjugales. Pour autant, ces situations ne remontent souvent pas jusqu'aux forces de l'ordre. Une première étape, pour mieux repérer la problématique, pourrait être d'inclure la prostitution de manière systématique dans les canevas d'audition destinés aux victimes de violences intrafamiliales. La prostitution, comme les autres formes de violences sexuelles, n'est souvent pas abordée spontanément par les personnes concernées, y compris lorsqu'elles sont victimes d'autres formes de violences (physiques, psychologiques...). Poser la question, même si celle-ci peut rester sans

réponse, est selon nous, le meilleur moyen de repérage. Le faire systématiquement, dans le cadre plus large d'une grille d'audition par exemple, peut permettre de dédramatiser le sujet, que ce soit auprès des personnes rencontrées ou des professionnel.les qui les reçoivent, tout en apportant de l'information sur les droits. La police et la gendarmerie ont expliqué disposer actuellement de questions sur les violences sexuelles. Un item sur le proxénétisme pourrait être ajouté dans ce cadre.

Ce type de pratique pourrait être étendue à d'autres formes d'entretien faisant l'objet de questionnaire de pré-accueil, en particulier dans le cadre de structures de santé. La santé constitue, nous l'avons vu, une porte d'entrée intéressante pour nouer un premier contact et aborder le sujet de la prostitution avec les personnes concernées. Celles-ci n'étant parfois reçues qu'une seule fois par les professionnel.les soignant.es dans des structures n'assurant pas nécessairement de suivi (pour un dépistage ou une contraception d'urgence par exemple...), poser la question lors du premier accueil apparaît important pour pouvoir proposer une orientation adaptée si besoin.

### **Axe 7 : Lutte contre le proxénétisme et l'achat d'actes sexuels**

#### **17. Développer une communication à destination des « clients » pour faire connaître la loi**

Nos deux dernières pistes d'action se concentrent sur les autres acteurs du système prostitutionnel : les « clients » et les proxénètes. Nous manquons d'informations, dans ce diagnostic, concernant le nombre de dossiers faisant actuellement, ou ayant fait dans les dernières années, l'objet d'une procédure judiciaire concernant le recours à la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle en Lot-et-Garonne. Il nous semble toutefois incontournable de conclure sur la nécessité d'une politique pénale ambitieuse, accompagnée de moyens dédiés, en matière de lutte contre de telles infractions, afin de compléter les actions à visée sociale et préventive listées ci-dessus.

Au-delà de mesures répressives lorsque des faits sont constatés, il s'agit de responsabiliser la société dans son ensemble en faisant connaître l'interdiction d'achat d'acte sexuel au plus grand nombre et en intégrant pleinement la question du « devenir client » dans les actions de prévention, notamment auprès des plus jeunes. L'interdiction de l'achat d'actes sexuels existe depuis 2002 lorsque les personnes en situation de prostitution sont mineures, avec des peines renforcées par la loi du 21 avril 2021 visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste<sup>38</sup>. Elle a été élargie en 2016 au recours à la prostitution de personnes majeures. Ces lois restent généralement peu connues du grand public. Des campagnes portées par les pouvoirs publics, à l'occasion de journées comme le 8 mars ou le 25 novembre mais aussi lors de grandes évènements (sportifs, culturels, professionnels...), durant lesquels on observe souvent une

<sup>38</sup> Loi n° 2002-305 du 04 mars 2002 relative à l'autorité parentale (article 13) et Loi n° 2021-478 du 21 avril 2021 visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste.

hausse de la prostitution, pourraient permettre d'informer davantage sur ce sujet<sup>39</sup>.

La loi de 2016 introduit également la possibilité de mettre en place des stages de responsabilisation similaires à ceux existant à destination des auteurs de violences conjugales (à condition qu'il ne s'agisse pas d'une récidive et que les victimes ne soient pas mineures). Ces stages sont généralement organisés par des associations de suivi socio-judiciaire, en partenariat avec les associations spécialisées et les forces de l'ordre. Vu le nombre d'annonces de sollicitation de prostitution recensées lors de nos recherches sur Internet (41 en trois mois sur le site de petites annonces généraliste g-trouve.com), et considérant le fait que c'est en premier lieu la demande qui crée le marché de l'exploitation sexuelle par la prostitution, le déploiement de tels stages pourrait être intéressant.

#### 18. Responsabiliser les propriétaires de locations de courte durée, hôteliers, gérant.es de clubs... sur les questions de proxénétisme

La question de la responsabilisation peut aussi être soulevée concernant le proxénétisme. Nous l'avons vu, la majorité de la prostitution identifiée en Lot-et-Garonne a lieu en appartement ou en maison. La mise en relation avec les « clients » se fait généralement à distance, via Internet ou par téléphone. Il s'agit par ailleurs d'une prostitution souvent très mobile, notamment pour les personnes originaires de pays d'Amérique du Sud et d'Europe de l'Est, de passage pour quelques jours à quelques semaines dans le département. Ces divers aspects rendent particulièrement difficile la prise de contact avec les victimes.

Si les enquêtes pour proxénétisme sont généralement traitées au-delà de l'échelon départemental, en raison de l'étendu des réseaux mais aussi de moyens humains limités localement, des actions pourraient tout de même être envisagées en Lot-et-Garonne. En particulier, sensibiliser les hôteliers, hôtes *Airbnb* et autres propriétaires de locations de courte durée à la question du proxénétisme hôtelier serait complémentaire aux actions d'aller-vers sur Internet évoquées plus haut. Les propriétaires de clubs libertins, mentionnés à plusieurs reprises dans des situations de proxénétisme conjugal, pourraient également être intégrés dans ces actions.

Dans plusieurs départements où nous sommes intervenues à l'occasion de diagnostics, les brigades de police et de gendarmerie ont mis en place des actions à destination des hôteliers afin d'améliorer les remontées de faits de proxénétisme à leurs services (Charente-Maritime, Côtes-d'Armor, Ille-et-Vilaine, Morbihan...). Le développement de tels projets en Lot-et-Garonne serait intéressant aussi bien du point de vue du repérage et de l'orientation des personnes victimes que de la lutte contre le proxénétisme.

<sup>39</sup> Voir par exemple, dans d'autres territoires, la campagne de sensibilisation réalisée par la Mairie de Grenoble en 2016, en partenariat avec les associations l'Appart, Zéromacho et l'Amicale du Nid. Ou encore la campagne du gouvernement, toujours en 2016, en partenariat avec Le Mouvement du Nid, Zéromacho et 9 villes françaises à l'occasion de la coupe du monde de football masculin.

## Synthèse des pistes d'action

<p>Diagnostic, connaissance du phénomène</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Approfondir le diagnostic, notamment sur la prostitution des mineur.es et la prostitution en milieu rural</li> <li>• Inclure la question de la prostitution dans les outils de recueil de données des publics accueillis à destination des financeurs</li> </ul>
<p>Prévention</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégrer la question de la prostitution dans les actions de prévention existantes auprès des jeunes</li> <li>• Former et outiller les animateur.ses de prévention sur le sujet de la prostitution</li> <li>• Mettre en place des actions collectives à destination des publics les plus vulnérables</li> </ul>
<p>Formation, sensibilisation</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibiliser les membres de la CDLP</li> <li>• Poursuivre l'information sur le dispositif PSP à destination des structures susceptibles de repérer des personnes concernées par la prostitution et/ou d'intervenir dans le cadre de l'accompagnement social global de ces personnes</li> <li>• Mettre en place des modules de sensibilisation et de formation à destination des professionnel.les susceptibles de rencontrer des personnes en situation ou en risque de prostitution</li> </ul>
<p>Coordination, partenariat</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Décliner la coordination départementale de la politique de lutte contre le système prostitutionnel à l'échelle des territoires</li> <li>• Créer du lien avec les départements limitrophes pour mieux accompagner les victimes</li> </ul>
<p>Aller-vers</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégrer la prostitution dans les actions d'aller-vers existantes</li> <li>• Développer des actions d'aller-vers numérique</li> <li>• Mettre à disposition des partenaires des supports de communication à destination des personnes concernées par la prostitution</li> </ul>
<p>Accueil, accompagnement</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmenter les moyens de l'association agréée, experte du sujet, afin de proposer un accompagnement spécifique à davantage de personnes et du soutien aux professionnel.les</li> <li>• Développer des dispositifs flexibles pour permettre l'instauration d'un lien de confiance et amorcer l'accompagnement</li> <li>• Intégrer la question de la prostitution dans les grilles d'audition des femmes victimes de violences et les questionnaires de premier accueil</li> </ul>
<p>Lutte contre le proxénétisme et le recours à la prostitution</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer une communication à destination des "clients" pour faire connaître la loi</li> <li>• Responsabiliser les propriétaires de locations de courte durée, hôteliers, gérant.es de clubs... sur les questions de proxénétisme</li> </ul>

## ANNEXES

### Annexe I : Les 6 points clés de la Loi du 13 avril 2016



Ministère des Familles, de l'Enfance  
et des Droits des Femmes

# LES 6 POINTS CLÉS DE LA LOI PROSTITUTION

1



**Abrogation du délit de racolage :**  
les personnes prostituées sont reconnues comme des victimes et non plus comme des délinquantes.

2



**Responsabilisation des clients :**  
ils sont désormais passibles d'une contravention de 1500 euros. Les moyens de lutte contre les réseaux et proxénètes sont également renforcés

3



**Mesures de protection et d'accompagnement :**  
un parcours de sortie de la prostitution est créé, financé par un fonds dédié.

4



**Actions de prévention et de sensibilisation :**  
la lutte contre la marchandisation des corps entrera dans les thématiques relevant de l'éducation et de la citoyenneté

5



**Autorisation provisoire de séjour de six mois (et droit au travail) :**  
pour les personnes prostituées étrangères engagées dans un parcours de sortie de la prostitution

6



**Instauration d'une nouvelle instance présente dans les départements :**  
son but sera de coordonner l'action en faveur des victimes de la prostitution

[www.familles-enfance-droitsdesfemmes.gouv.fr](http://www.familles-enfance-droitsdesfemmes.gouv.fr)

## **Annexe 2 : Revue de presse des articles parus entre 2019 et 2023 et traitant de prostitution en Lot-et-Garonne**

### **2023**

- Le Petit Bleu d'Agen, Stéphane Bersauter, 7 avril 2023, « Lot-et-Garonne : un couple arrondissait ses fins de mois en sous-louant des appartements à des prostituées »
- Sud Ouest, Mathilde Curien, 7 avril 2023, « Procès pour proxénétisme : "je sais très bien qu'elles font ça pour l'argent, pour envoyer à leur famille »
- Sud Ouest, Mathilde Curien, 8 mars 2023, « "Je me suis laissé embarqué, j'étais mal, j'avais honte", le client de la prostituée mineure condamné »

### **2022**

- Sud Ouest, 8 décembre 2022, « Proxénétisme à Marmande : le couple interpellé jugé le 7 avril »
- Le Petit Bleu d'Agen, Stéphane Bersauter, 7 décembre 2022, « Lot-et-Garonne : le couple sous-louait des appartements à des prostituées »
- Le Républicain Lot-et-Garonne, Lucie Vigué, 7 décembre 2022, « A Marmande, un couple suspecté de sous-louer des logements à des prostituées »
- Sud Ouest, Mathilde Curien, 30 août 2022, « Prostitution en Lot-et-Garonne : "En sortir prend du temps, il y a de multiples mécanismes d'emprise" »
- Sud Ouest, Mathilde Curien, 30 août 2022, « Prostitution en Lot-et-Garonne : un diagnostic pour mieux identifier les victimes »
- La Dépêche du midi, 1er juillet 2022, « A Montauban et à Agen, des salons de massage proposaient des prestations sexuelles, les gérants interpellés »
- Midi Libre, 1er juillet 2022, « Le salon de massage proposait des "finitions manuelles", des gérants arrêtés à Agen et Montauban »

### **2021**

- Sud Ouest, 9 novembre 2019, « Villeneuve-sur-Lot : discrète, la prostitution dans la bastide demeure sujette aux arnaques »

### **2020**

- Sud Ouest, Thierry Dumas, 4 novembre 2020, « Covid et prostitution : "C'est déjà assez dur de coucher avec des gens toute l'année, mais là..." »
- Ouest-France, 24 mars 2020, « Agen. Un jeune homme de 22 ans violente une prostituée et écope de 30 mois de prison ferme »

### **2019**

- Sud Ouest, 25 octobre 2019, Simon Loignon, « Lot-et-Garonne : le couple, accusé de viol et de proxénétisme, vivrait dans la misère sociale »
- Sud Ouest, 24 octobre 2019, Emilien Gomez-Cabot, « Lot-et-Garonne : soupçonnés de viol et de proxénétisme aggravé »
- 20 Minutes, 24 octobre 2019, « Lot-et-Garonne : deux jeunes femmes auraient été prostituées au cours de soirées organisées dans un village »
- Le Républicain Lot-et-Garonne, Christophe Cibola, 24 octobre 2019, « Viols et proxénétisme sur fond de libertinage et pratique sadomasochiste en Lot-et-Garonne : un couple interpellé et mis en examen »

## **Annexe 3 : Questionnaire en ligne à destination des professionnel.les lot-et-garonnais.es**

### **Diagnostic partagé de la prostitution en Lot-et-Garonne**

Questionnaire à destination des professionnel.les et bénévoles

(<https://forms.gle/9dQ3DhjUDRGaPtrd9>)

#### **Les objectifs :**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées, la Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité souhaite aboutir à une connaissance plus précise du phénomène prostitutionnel en Lot-et-Garonne.

Il s'agit de :

1. Faire remonter les risques et les situations de prostitution identifiés de manière probable, ou avérée, par les acteurs.rices de terrain
2. Faire remonter les ressources, les besoins, les attentes, de ces acteurs.rices du département sur la problématique du système prostitutionnel
3. Proposer des pistes d'action

#### **Le questionnaire :**

Ce questionnaire est adressé aux professionnel.les et bénévoles susceptibles de rencontrer ou recevoir des personnes en situation ou en risque de prostitution. Aucune information nominative n'est recueillie sur ces personnes.

Il est auto-administré, en ligne, via Google Form et nécessite environ 20 minutes de votre temps.

L'ensemble des réponses seront anonymisées lors du traitement des données. La restitution fera apparaître uniquement les structures et les fonctions.

Les questions portent, en priorité, sur votre pratique professionnelle au cours des trois dernières années (2019-2020-2021). Vous pouvez cependant indiquer des données plus anciennes, si elles vous semblent pertinentes pour ce diagnostic.

#### **Qu'entend-on par prostitution ?**

La prostitution prend des formes multiples. Elle peut avoir lieu à l'extérieur (rue, route, forêt, parking...) ou dans des espaces clos (hôtel ou appartement, via Internet notamment, salon de massage, bar à hôtesse, boîte de nuit...).

Elle est rarement nommée comme telle : on parle de débrouille, d'escorting, de michetonnage, de masseuses, d'accompagnatrices, d'hôtesse... Ces termes euphémisent une même réalité : l'achat d'actes sexuels, avec une contrepartie qui peut être financière ou non (hébergement, nourriture, vêtements, téléphone portable...), et des conséquences importantes pour les personnes qui sont marchandisées.

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le guide de l'Amicale du Nid, "Prostitution - Osons en parler" :

<https://amicaledunid.org/wp-content/uploads/2019/11/guide-v3-web.pdf>

#### **Introduction : quelques données vous concernant**

Les réponses au questionnaire seront anonymisées lors du traitement des données. Les informations recueillies seront utilisées uniquement dans le cadre du diagnostic de la prostitution en Lot-et-Garonne.

> Nom de l'organisation ou du service :

> Nom du/de la répondant.e :

> Fonction :

- > Adresse mail :
- > Numéro de téléphone :
- > Votre activité principale :
- > Vous remplissez le questionnaire :
  - A titre individuel
  - A titre collectif (service ou structure)
- > Si le questionnaire est rempli à titre collectif, combien de professionnel les ont-ils/elles été consulté es ?

### **I- Le repérage et l'identification des personnes en risque, ou en situation de prostitution**

- > Dans le cadre de vos missions, avez-vous déjà :  
(plusieurs réponses possibles)
  - Identifié des situations de risque prostitutionnel (des personnes vous semblant particulièrement exposées au risque d'entrer dans la prostitution)
  - Identifié, de manière probable ou avérée, des situations de prostitution
  - Eu connaissance, par un tiers, de situations de prostitution
  - Été témoin de situations de prostitution

*Si vous n'avez coché aucune case ci-dessus, merci de passer directement à la 2<sup>ème</sup> partie du questionnaire.*

- > Combien de personnes environ ces situations concernent-elles ?

#### **Description des situations**

*Dans cette section, vous allez pouvoir décrire les situations que vous avez identifiées de manière probable ou avérée, que vous avez observées ou que l'on vous a rapportées, au cours des trois dernières années (2019-2020-2021).*

*Ces situations peuvent concerner une personne en particulier, ou un groupe de personnes présentant des similarités dans leur profil ou leur parcours de vie.*

*MERCI DE DÉCRIRE UNE SITUATION A LA FOIS : à la fin de la description de la situation n° 1, il vous sera proposé d'ajouter une situation n° 2 etc.*

#### **Situation n° 1**

*(1 personne ou 1 groupe de personnes)*

#### **Les personnes concernées**

- > Sur les trois dernières années, combien de personnes (environ) sont concernées par cette situation ?
- > Ces personnes sont :
  - \*Les personnes transidentitaires incluent ici les personnes travesties, transgenres et transsexes, même si nous savons qu'elles vivent des réalités différentes.*
  - Des femmes
  - Des hommes
  - Des personnes transidentitaires\*
- > Quel âge ont-elles, environ ?
  - Moins de 15 ans
  - 15-17 ans
  - 18-25 ans
  - 26-35 ans
  - 36-45 ans
  - 46-55 ans

Plus de 55 ans

> Quelle est leur nationalité ?

- Française
- Union Européenne
- Hors Union Européenne

> Pour les personnes étrangères, pourriez-vous préciser leur pays d'origine ?

> Pour les personnes étrangères hors Union Européenne, pourriez-vous préciser leur situation administrative ?

- Situation régulière
- Situation irrégulière
- Demande de régularisation en cours
- Autre (précisez)

> Quelle est leur situation familiale ?

- En couple ou en famille
- Seul·e avec enfant(s) à charge ou enceinte
- Seul·e sans enfants
- Autre (précisez)

> Comment / où logent-elles ?

- Logement autonome
- Famille
- Logement étudiant
- Centre d'hébergement / Foyer
- Hôtel / Via le 115
- Hôtel autre / Airbnb
- Rue
- Squat
- Tiers / Connaissance / Communauté
- Camp / Bidonville
- Autre (précisez)

> Quelle est leur situation professionnelle ?

- Apprenti·e
- Demandeur·euse d'emploi
- Etranger·e sans titre de travail
- Etudiant·e
- Travailleur·euse indépendant·e
- Salarié·e
- Scolarisé·e (collège, lycée)
- Retraité·e
- Autre (précisez)

> Quelle est leur situation financière ?

- Minima sociaux
- Salaire
- Sans ressources
- Autre (précisez)

> Pouvez-vous décrire leur parcours de vie, des facteurs de vulnérabilité qui pourraient conduire ces personnes à entrer dans la prostitution ?

*L'entrée dans le système prostitutionnel est généralement la conséquence d'une conjonction de facteurs fragilisants et déclenchants qui relèvent du contexte sociétal (précarité socio-économique, inégalités, violences sociales, politiques, liées au*

genre ou à l'orientation sexuelle...) et des parcours de vie individuels (violences déjà subies, carences affectives, ruptures familiales et/ou sociales, isolement, errance, difficultés économiques...)

## Les faits de prostitution

> De quelle forme de prostitution s'agit-il ?

*La prostitution prend des formes multiples. Dans tous les cas, il s'agit de l'achat d'un acte sexuel (la contrepartie pouvant être financière ou non), avec les mêmes conséquences induites pour les personnes en situation de prostitution. On parle de prostitution "visible" quand les faits de prostitution ont lieu à l'extérieur (route, rue, forêt, parking...) et de prostitution "discrète" quand ils se déroulent dans des lieux clos (hôtel ou appartement, salon de massage, bar à hôtesses, boîte de nuit...)*

- Appartement / Maison (domicile, domicile du « client », Airbnb...)
- Bar / Club
- Forêt / Bois
- Hôtel
- Route / Rue
- Salon de massage
- Structure d'hébergement
- Inconnu
- Autre (précisez)

> Pouvez-vous préciser les zones géographiques où ont lieu les faits de prostitution (dans quelles villes, quels quartiers, noms de rues, numéros de routes...)?

> Quelle(s) forme(s) prennent les contreparties à l'acte sexuel ?

- Argent
- Hébergement
- Objets et autres biens
- Autre (précisez)

> Comment les « clients » entrent-ils en contact avec la/les personnes en situation de prostitution ?

- Internet
- Téléphone
- Contact direct / lieux publics
- Autre (précisez)

> Disposez-vous d'informations sur ces « clients » (sexe, âge, provenance géographique...)?

> Y a-t-il des proxénète(s) ?

*La loi française (articles 225-5 et suivants du code pénal) définit comme proxénète toute personne qui :*

- aide, assiste, protège la prostitution d'autrui ;
- tire profit de la prostitution d'autrui ;
- embauche ou entraîne quelqu'un e pour qu'elle ou il se prostitue ;
- exerce une pression sur quelqu'un e pour qu'elle ou il se prostitue.

- Oui
- Non
- Je ne sais pas
- Autre (précisez)

> Si oui, quelles sont leurs liens avec la/les personne(s) en situation de prostitution ?

- Conjoint / Petit ami
- Autre membre de la famille
- Réseau « amical »
- Réseau de prostitution / traite des êtres humains
- Autre (précisez)

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

> Décrire une autre situation ?

- Oui
- Non, passer à la rubrique suivante

(si oui, vous pouvez copier / coller les questions précédentes)

## **II- L'accueil, l'accompagnement et l'orientation des personnes en risque, ou en situation de prostitution**

*La loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées considère la prostitution comme un système de violences.*

*Dans ce système, il y a :*

- De multiples auteurs de violences : les clients, les proxénètes, la société dans son ensemble ;
- Des victimes de violences, qu'il convient d'accompagner en tant que telles : les personnes en situation de prostitution

> Dans le cadre de vos missions, avez-vous déjà pris en charge des personnes en situation ou en risque de prostitution ?

- Oui
- Non

> Si oui, avez-vous parlé avec elles de prostitution (directement ou de manière suggérée) ?

- Oui
- Non

> Ces personnes avaient-elles des demandes particulières ? Lesquelles ?

> Quelles réponses ont été apportées ?

> Avez-vous orienté ces personnes vers d'autres structures ? Lesquelles ?

> Aborder le sujet de la prostitution avec une personne qui pourrait être concerné vous semble-t-il :

- Facile
- Difficile
- Ni facile, ni difficile

> Pourquoi ?

> Vous estimez-vous suffisamment outillé(e) ?

- Oui
- Non

> Si non, de quoi auriez-vous besoin ?

- Information / sensibilisation
- Appui d'associations spécialisées
- Formation
- Outils de prévention
- Mise en réseau
- Autre (précisez)

> Avez-vous connaissance de l'association agréée sur le département pour accompagner les personnes vers la sortie de la prostitution ?

*En Lot-et-Garonne, l'association agréée pour porter les Parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle est CILIOHPAJ-Avenir et Joie.*

- Oui
- Non

> Avez-vous déjà suivi, ou allez-vous suivre, une formation en lien avec cette problématique ?

- Oui

Non

> Si oui, pouvez préciser le type de formation suivie (nombre de jours, titre, intervenant.e...) ?

> Seriez-vous intéressé·e pour participer à un travail en réseau ou à une démarche de réflexion partagée en lien avec cette problématique ?

Oui

Non

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

### **Conclusion : pour aller plus loin**

> Acceptez-vous d'être recontacté·e dans le cadre de ce diagnostic ?

Oui

Non

> Connaissez-vous des personnes ressources pour ce diagnostic ?

Oui

Non

> Si oui, pourriez-vous nous indiquer leurs noms / coordonnées / fonctions ?

> Pourquoi sont-elles ressources selon-vous ?

> Informations complémentaires que vous souhaiteriez apporter...

### **Merci !**

Nous vous remercions pour votre collaboration.

Pour toutes informations, n'hésitez pas à contacter :

Lucie GIL, Chargée de mission diagnostics, formation et communication

Amicale du Nid

01 44 52 56 40 / 06 17 01 36 19

[lgil@adn-asso.org](mailto:lgil@adn-asso.org)

Valérie LARDOEYT, Déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes

Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations

[valerie.lardoeyt@lot-et-garonne.gouv.fr](mailto:valerie.lardoeyt@lot-et-garonne.gouv.fr)

**Annexe 4 : Liste des structures rencontrées en entretien en Lot-et-Garonne**

Date	Structure
10/10/2022	CILIOHPAJ – SIAO, CHRS La Roseaie, CHRS La Pergola
10/10/2022	Police – Direction Centrale de la Sécurité Publique
11/10/2022	Université – Espace Santé Etudiants
12/10/2022	La Sauvegarde 47 – Equipes de prévention spécialisée
24/10/2022	Centre Hospitalier Départemental La Candélie – Equipe Mobile Psychiatrie Précarité
28/10/2022	La Maison des Femmes

**Annexe 5 : Proxénétisme : faisceau d'indices établi à partir de l'études d'annonces Internet de prostitution dans 4 départements d'Ile-de-France<sup>40</sup>**

- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes sont rédigées de manière similaire. On y retrouve les mêmes mots ou expressions, les mêmes fautes d'orthographe ou de grammaire. Les photos sont semblables, elles présentent les mêmes poses, des éléments de décor ou des retouches identiques. Un même pseudo est apparemment utilisé pour décrire plusieurs personnes.
- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes mais utilisant les mêmes termes pour les décrire (catégories d'âge, ethniques, de nationalité...) ont été postées à la même date et/ou sont localisées dans la même ville ou dans une zone géographique limitée.
- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes ont été postées à partir du même compte utilisateur.
- Des annonces apparemment relatives à des personnes différentes indiquent les mêmes numéros de téléphone ou des numéros de téléphone dont seuls les deux derniers chiffres varient.
- Les annonces sont rédigées à la troisième personne.
- Les annonces sont rédigées en anglais.
- Les annonces présentent des incohérences dans la description des personnes : plusieurs pseudos, plusieurs âges, plusieurs catégories « ethnico- raciales » ou nationales sont mentionnées à différents endroits.
- Les annonces précisent que les personnes sont « de passage », « dans votre ville pour une semaine / quelques jours » ou « en vacances ».
- Les annonces précisent que les personnes sont disponibles « tout le temps » ou « 24h/24 ».

---

<sup>40</sup> Amicale du Nid, *Diagnostic de la prostitution dans quatre départements d'Ile-de-France*, 2017